



OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2011





OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2011

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche catalographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2012

ISBN 978-92-9152-145-6

doi:10.2803/1147

© Union européenne, 2012

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Luxembourg

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction de Martin Ekvad, président de l'OCVV	5
2. Avant-propos d'Udo von Kröcher, président du conseil d'administration	7
2.1. Introduction	7
2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur	8
3. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales	9
4. Système de demandes en ligne	11
5. La base de données Variety Finder de l'OCVV	13
6. Le conseil d'administration	16
7. Organisation de l'OCVV	21
8. Service d'audit qualité	26
8.1. Évaluation des offices d'examen	26
8.2. Révision des exigences en matière d'habilitation	26
8.3. Révision du manuel d'audit	26
9. Recherche et développement	27
10. Budget et finances	30
10.1. Vue d'ensemble — Résultat	30
10.2. Recettes	30
10.3. Dépenses	31
10.4. Conclusion	31
11. Tendances et évolutions	32
11.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales	32
11.2. Octrois des protections	49
11.3. Examens techniques	52
11.4. Agents de liaison techniques	60
11.5. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de PCOV	63
12. Dénominations variétales	64
12.1. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales	64
12.2. Éventuelles évolutions des règles relatives à l'éligibilité des dénominations variétales	66
13. Application du droit d'obtenteur	67
13.1. Séminaires	67
13.2. Base de données contenant les décisions de justice relatives à la protection des obtentions végétales (PCOV)	68

14. Développements dans le domaine de l'informatique	69
14.1. Demandes en ligne	69
14.2. Échange électronique de documents avec les offices d'examen de l'OCW	70
15. Coopération avec la direction générale de la santé et des consommateurs	71
15.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales	71
15.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers	71
15.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales	71
15.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes de genres et espèces de fruits	72
15.5. Groupes de travail du Conseil	72
15.6. Visite de l'OCW par une délégation de la direction générale de la santé et des consommateurs	73
16. Contacts avec les organisations externes	74
16.1. Contacts avec les organisations d'obteneurs	74
16.2. Contacts avec l'UPOV	74
16.3. Contacts avec l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)	76
16.4. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	76
16.5. Autres contacts	77
17. Accès du public aux documents de l'OCVV	78
18. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV	79
18.1. Contexte juridique	79
18.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données	79
18.3. Visite de l'OCW par une délégation de l'office du Contrôleur européen de la protection des données	79
18.4. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCW pour 2011	80
19. Procédures de recours	82
19.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCW	82
19.2. Décisions de la Chambre de recours en 2011	82
19.3. Pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2011	87
19.4. Recours reçus par l'OCW et décisions prises par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)	88

1.

INTRODUCTION DE MARTIN EKVAD, PRÉSIDENT DE L'OCVV



Martin Ekvad

C'est avec plaisir que je vous présente pour la première fois le Rapport annuel de l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV). J'ai eu l'honneur, en septembre dernier, de prendre mes fonctions en tant que président de l'OCVV, à un moment où le système communautaire était en pleine croissance et où les finances de l'Office se portaient bien. Avec presque 3 200 demandes reçues, 2011 a été une année record, marquant une augmentation d'environ 10 % par rapport à l'année précédente. À la fin de l'année, près de 19 000 variétés étaient protégées. Sur la base de ces chiffres, et en tenant compte de la situation financière très favorable de l'Office, nous pouvons conclure que, à la fin de l'année de référence, le système se portait très bien.

Comme vous le lirez dans ce rapport, outre ses activités de base de gestion de la procédure de demande, l'Office a été associé à de nombreux projets intéressants, tels que l'organisation d'un séminaire sur l'application du droit d'obtenteur des variétés végétales à Hambourg, l'amélioration de la base de données de variétés végétales (Variety Finder), la gestion de projets de recherche et de développement et l'amélioration du système de demandes en ligne. Dans cette introduction, je voudrais également souligner certaines informations relatives à deux évaluations en cours de la Commission européenne, qui pourraient avoir un impact sur le travail de l'Office dans les années à venir.

En octobre 2011, la Commission a présenté une évaluation du régime communautaire des variétés végétales qui était en cours depuis un peu plus d'un an. J'ai eu le plaisir de prendre connaissance des principales conclusions de l'évaluation soulignant que le régime de protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) fonctionne bien dans l'ensemble, que les parties prenantes en sont contentes et qu'elles souhaitent le maintenir dans sa forme actuelle, avec quelques ajustements ciblés.

Le bon fonctionnement du système est évidemment très important pour que le suivi de l'évaluation puisse se concentrer sur des améliorations plutôt que sur une modification de la base du système. Dans le résumé des principaux constats du rapport d'évaluation, des faiblesses sont notamment mises en évidence en ce qui concerne le fonctionnement de l'exemption agricole et la facilité avec laquelle les détenteurs de droits peuvent faire respecter ces derniers. Des réserves ont également été formulées s'agissant de l'interaction entre le régime de PCOV et le système des brevets. L'OCVV est prêt à fournir un soutien actif et à apporter sa contribution dans les domaines sur lesquels le suivi de l'évaluation se concentrera.

Au cours de l'année de référence, la Commission a travaillé sur l'évaluation de l'impact de la législation sur la commercialisation des semences et des matériels de multiplication. En conséquence, la Commission pourrait proposer de nouvelles tâches à l'OCVV. Lors de sa réunion de novembre, le conseil d'administration a été informé par la Commission de la situation à cet égard.

Je souhaite également souligner que le séminaire sur l'impact de quinze années d'activité de l'OCW fut un succès. Celui-ci avait été organisé à l'occasion de la fin du mandat de Bart Kiewiet, le premier président de l'OCW, et toutes les parties prenantes du régime de protection communautaire des obtentions végétales étaient présentes. Le commissaire européen chargé de la santé et de la politique des consommateurs, John Dalli, a reconnu les succès de l'OCW depuis 1995 et a félicité M. Kiewiet pour le travail réalisé.

En ce qui concerne les membres du personnel, il est important de noter que le rapport social pour 2011 a été présenté au conseil d'administration lors de sa réunion du 20 mars 2012. Le conseil d'administration a confirmé la conclusion du rapport selon laquelle l'OCW offrait un environnement de travail agréable avec un faible taux d'absentéisme. Les opportunités du travail à temps partiel ont été bien exploitées et permettent une organisation plus flexible du travail et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. L'investissement dans la formation est resté relativement faible jusqu'à présent, ce qui correspond aux besoins limités identifiés dans les rapports d'évolution de carrière.

Je souhaite conclure cette introduction en remerciant le personnel de l'Office pour son engagement sans faille et sa contribution aux bons résultats obtenus en 2011.

Martin Ekvad

Président de l'OCW



Bart Kiewiet



John Dalli, commissaire européen chargé de la santé et des consommateurs

2.

AVANT-PROPOS D'UDO VON KRÖCHER, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1. Introduction



Udo von Kröcher

Il m'est très agréable de noter que les demandes reçues en 2011 représentent un nombre record et que davantage de titres sont entrés en vigueur à la fin de 2011 par rapport aux années précédentes. La crise financière qui a frappé notre continent ces dernières années, et plus particulièrement cette année de référence, n'a pas affecté la croissance lente mais stable du régime communautaire depuis sa création en 1995, si l'on excepte un ralentissement en 2009. J'espère que l'industrie de l'obtention des variétés végétales sera apte à poursuivre son travail créatif malgré cette période difficile.

La croissance du système, associée à des dépenses modérées, a permis de créer une situation financière très favorable pour l'OCV. Comme je l'ai indiqué dans notre dernier rapport annuel, une nouvelle augmentation de la réserve libre n'est pas un objectif. C'est la raison pour laquelle le conseil d'administration, sur proposition du président de l'OCV, a décidé de demander à la Commission de prendre les mesures nécessaires pour réduire la taxe de demande de 900 à 650 euros à partir de 2013. Cette diminution devrait entraîner un déficit dans le budget de l'OCV, ce qui devrait permettre de ramener la réserve libre à un niveau acceptable en quelques années. Les organisations d'obteneurs ont exprimé leur soutien à cette proposition.

2011 a été une année particulière pour l'Office car Bart Kiewiet, son premier président, en fonction depuis la création du système, a pris sa retraite à la fin de juillet. Son départ, ou plutôt son travail apprécié, a été célébré en juin 2011 lors d'un séminaire sur l'impact de quinze années d'activités de l'OCV, auquel ont participé les membres du conseil d'administration. Au nom de ces derniers, je voudrais remercier M. Kiewiet pour son travail au sein de l'Office, qui a été fortement apprécié par nous tous et par tous ceux qui ont bénéficié du régime communautaire de protection des obtentions végétales.

Je souhaite également remercier les membres du conseil d'administration pour leur précieuse contribution au cours de l'année, et tout particulièrement Nicole Bustin pour sa participation active et sa capacité à trouver des solutions constructives. M^{me} Bustin, en tant que membre de la délégation française, faisait partie du conseil d'administration depuis sa première réunion mais a quitté son poste au début de l'année 2012.

Je souhaite également exprimer ma gratitude envers le personnel de l'Office pour sa précieuse contribution et son attitude professionnelle.

2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Lors de sa réunion du 20 mars 2012 à Bruxelles, le président de l'Office communautaire des variétés végétales a présenté au conseil d'administration le rapport de l'ordonnateur pour l'exercice 2011.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions suivantes.

En 2011, le système a connu une augmentation de 10 % des demandes par rapport à 2010. Par conséquent et en raison du nombre croissant de titres en vigueur, les résultats financiers se sont soldés par un bénéfice de 0,8 million d'euros. La réserve libre a, quant à elle, augmenté de 0,7 million d'euros et s'élève à 6,8 millions d'euros.

Le conseil d'administration prend acte des résultats de l'audit interne. Il prêterait attention au suivi des recommandations par le biais de plans d'action proposés par l'Office.

Le conseil d'administration prend acte des informations sur les vérifications ex post, les procédures négociées et la confirmation des instructions.

Le conseil d'administration est satisfait de la déclaration de l'ordonnateur concernant la sincérité de son rapport et l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes.

Le conseil d'administration se félicite qu'aucun fait susceptible de nuire aux intérêts de l'OCV n'ait été porté à la connaissance de son président.

Udo von Kröcher
Président du conseil d'administration

3.

LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES



Vitis L.

L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélé être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales.

Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété dans 27 pays au moyen d'une seule demande présentée à l'Office communautaire des variétés végétales (ci-après «l'Office»), de sorte que le régime de protection communautaire des obtentions revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une PCOV est accordée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été octroyé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (dénommé ci-après «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS). L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de l'Union européenne (UE) de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales dans des limites de temps spécifiées. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les objecteurs deviennent parties à la procédure de la demande et peuvent avoir accès aux documents du dossier.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions s'exerce devant une Chambre de recours composée d'un président nommé par le Conseil de l'Union européenne et de deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière. Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tout pouvoir relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de l'Union européenne à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et du Tribunal sont publiées sur le site internet de l'Office.

Le tableau figurant au chapitre 19 indique le nombre de recours déposés auprès de l'OCV et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois accordée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV accordées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

La Commission européenne a organisé une évaluation du système de PCOV; celle-ci a commencé en 2010 et s'est achevée en 2011. Pour assurer le suivi de cette évaluation en 2012, la Commission lancera une analyse d'impact pour identifier les domaines dans lesquels la législation doit être modifiée pour améliorer le système.

4.

SYSTÈME DE DEMANDES EN LIGNE

En mars 2010, l'OCW a lancé son système de demandes en ligne permettant aux demandeurs et aux mandataires de remplir des formulaires électroniques et d'introduire électroniquement leurs demandes auprès de l'OCW. Les questionnaires techniques n'étaient alors disponibles que pour quelques espèces importantes.

En 2011, des efforts ont été consentis en vue d'augmenter le nombre de questionnaires techniques disponibles et, à la fin de l'année, près de 100 ont été mis en ligne, offrant la possibilité de déposer des demandes électroniques pour pratiquement autant d'espèces qu'avec les formulaires de demande sur papier. S'agissant de l'informatique, le logiciel a été perfectionné pour améliorer son ergonomie avec, par exemple, davantage de possibilités pour masquer/afficher des questions de telle manière que le demandeur ne voit que les questions auxquelles il doit répondre, en tenant compte du contexte de sa demande.

Les fonctions de validation ont également été développées en 2011: lorsqu'un demandeur introduit une demande, une étape de validation est intégrée dans le système, attirant l'attention de l'utilisateur sur les parties des formulaires à compléter. Ce paramètre, associé au système de demandes en ligne, offre un réel avantage aux demandeurs par rapport aux demandes sur papier. Grâce à ce système de contrôle, la proportion des accusés de réception négatifs ne donnant pas de date de demande était sensiblement inférieure dans les cas de demandes en ligne en 2011: 3,5 % contre 11 % sur papier.

Il convient également de noter qu'une demande en ligne peut potentiellement avoir une date de demande qui correspond à la date de l'envoi à l'OCW, ce qui confère un avantage indéniable par rapport aux demandes sur papier lorsque les délais inhérents aux services postaux traditionnels sont pris en compte.

Le lancement d'un logiciel informatique est toujours associé à la promotion et à la formation. En 2011, l'Office a organisé plusieurs ateliers avec des obtenteurs et des associations d'obteneurs, donnant l'opportunité d'expliquer en détail la manière dont le système fonctionne et de recueillir les commentaires des utilisateurs. En général, les suggestions peuvent être mises en œuvre relativement rapidement, dans la mesure où le logiciel a été développé en interne et où les services informatiques de l'OCW le contrôlent entièrement. Des ateliers ont notamment été organisés, en mars, en Belgique, avec l'European Seed Association (Association européenne des semences, ESA), en mai, aux Pays-Bas, avec Plantum, l'association néerlandaise pour le secteur du matériel de reproduction des plantes, et, en décembre, en France, avec l'Union française des semenciers (UFS).

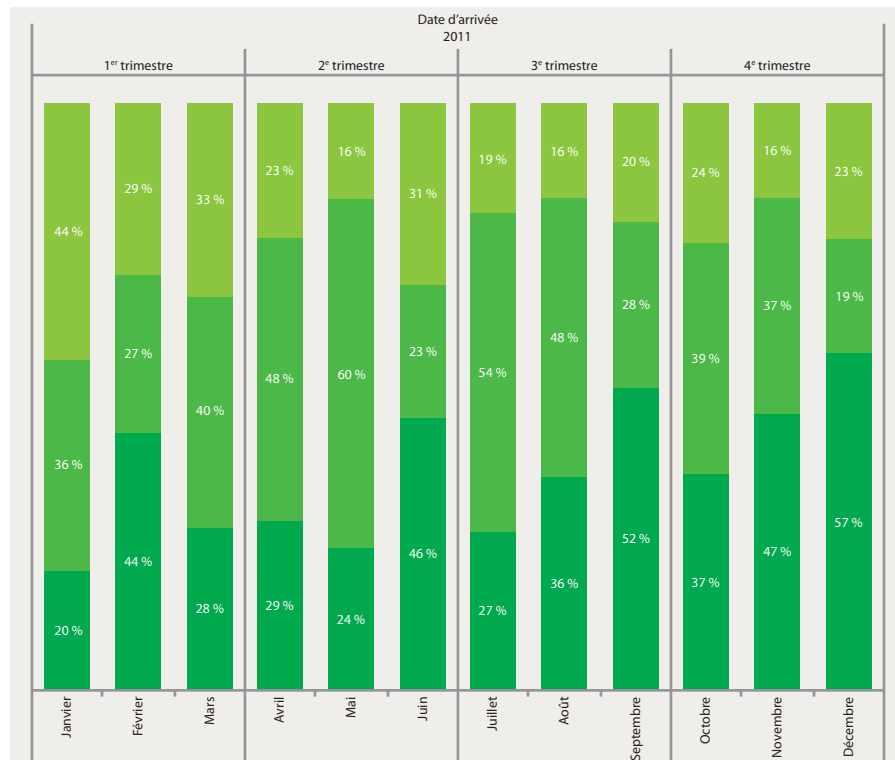
Le graphique 1 montre que, en 2011, le système est devenu populaire avec, en moyenne, un tiers de l'ensemble des demandes de protection communautaire des obtentions végétales déposées en ligne. En septembre et décembre, la majorité des demandes reçues par l'OCW ont été déposées en ligne.

Graphique 1

Évolution mensuelle
de la proportion des demandes
en ligne reçues par l'Office en 2011

Demandes

- Sur papier lorsque le questionnaire technique en ligne n'existe pas
- Sur papier lorsque le questionnaire technique en ligne existe
- En ligne



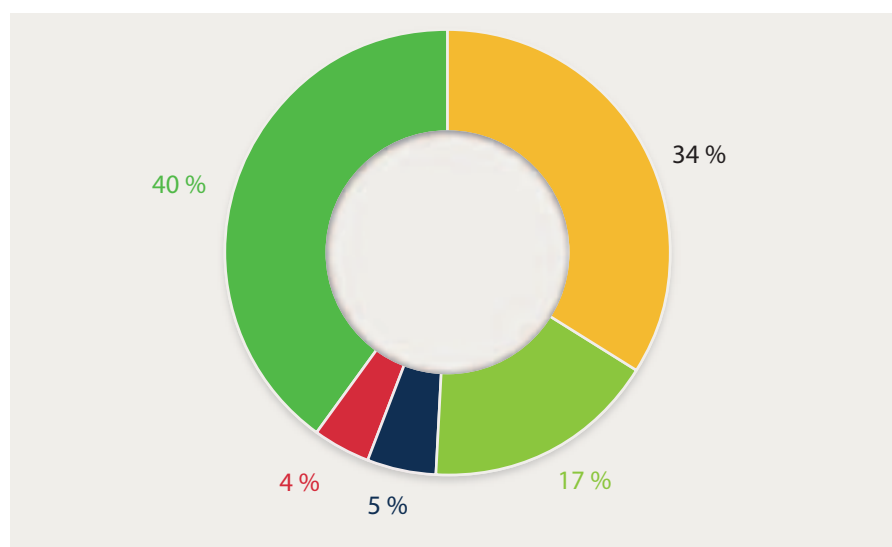
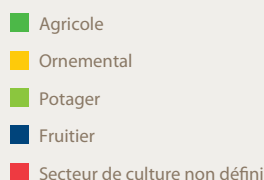
En 2011, l'Office a lancé un projet pour partager ce système avec les autorités nationales au sein de l'UE. L'objectif est d'étudier dans quelles conditions il serait possible de transférer le système de demandes en ligne de l'OCW vers un site internet neutre (<http://www.plantvarieties.eu>) où il serait possible d'introduire des demandes d'inscription sur des listes nationales ou des demandes de protection d'obtentions végétales dans les pays participants. Le principe est que, une fois qu'une demande a été introduite pour une variété par le biais d'une procédure au sein de l'UE, il est possible de réutiliser les informations pour introduire une autre demande pour une autre procédure pour cette même variété. Un projet pilote a été mis en place avec le Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES) en France et avec le Naktuinbouw aux Pays-Bas.

5. LA BASE DE DONNÉES VARIETY FINDER DE L'OCVV

En mai 2011, la «base de données centralisée sur les dénominations variétales» a été renommée «CPVO Variety Finder» (base de données des variétés végétales de l'OCV). Elle contient des données nationales sur les variétés pour lesquelles a été introduite une demande de protection des obtentions végétales, des listes nationales des espèces agricoles et potagères et certains registres commerciaux. Au total, plus de 720 000 dénominations issues des États membres de l'UE et de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) ont été incluses jusqu'à présent. Le système comporte un outil de recherche dont l'objectif est de tester la similarité des dénominations proposées ainsi qu'un outil de consultation pour permettre des recherches plus générales en ce qui concerne les détails des variétés ou des espèces présentes dans la base de données.

Le graphique 2 montre une vue d'ensemble du contenu de la base de données par secteur de culture.

Graphique 2
Contenu de la base de données
par secteur de culture



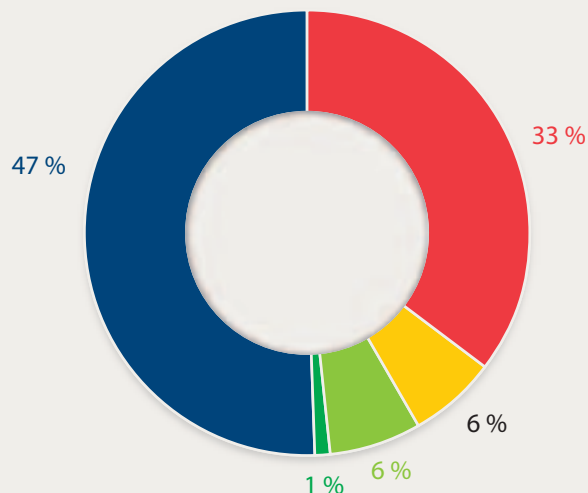
Un des points importants d'une base de données est de maintenir à jour les informations qu'elle contient et l'OCV consacre un poste à mi-temps à cette tâche. L'Office reçoit régulièrement des contributions directement des pays de l'UE et des registres commerciaux, et via l'UPOV pour les pays qui ne font pas partie de l'UE. Le nombre de contributions a régulièrement augmenté depuis 2005, avec 354 fichiers inclus dans la base de données en 2011.

Une fois que leur pertinence a été vérifiée, l'Office inclut également de nouveaux registres dans la base Variety Finder. En 2011, le registre commercial des plantes ligneuses et vivaces disponibles dans le commerce aux Pays-Bas a fourni plus de 40 000 variétés supplémentaires à la base de données (graphique 3).

Graphique 3

Contenu du registre «Recherche appliquée aux plantes» (PPO) de l'université et du Centre de recherche de Wageningen aux Pays-Bas

- Arbres et arbustes
- Plantes vivaces
- Fruits
- Conifères
- Porte-greffes pour les fruits



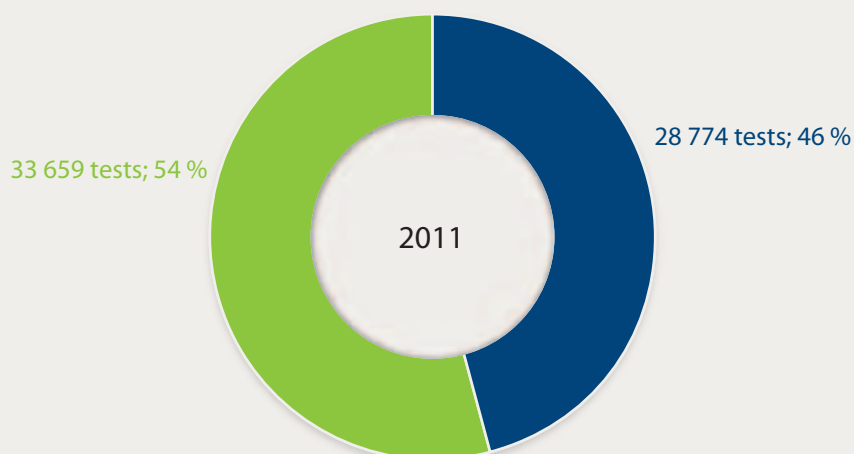
Depuis novembre 2011, la base de données est librement accessible sous l'intitulé «Bases de données» du site internet de l'OCV. L'identification est toujours nécessaire. Un nom d'utilisateur et un mot de passe peuvent donc être rapidement fournis sur demande.

Avec près de 60 000 tests réalisés en 2011, la base de données est un outil très utilisé, notamment pour tester l'éligibilité des dénominations variétales. Toutes les parties prenantes y font appel dans des proportions similaires, comme le montre le graphique 4.

Graphique 4

Nombre de tests de similarité réalisés par les clients, les autorités nationales européennes et l'OCV en 2011

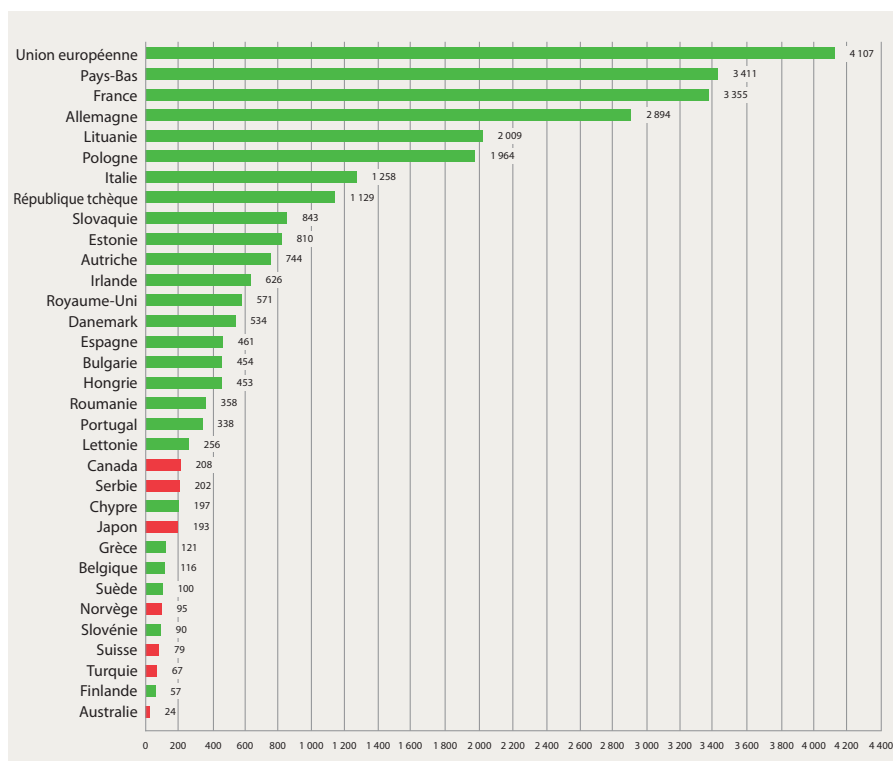
- Autorités nationales européennes et OCV
- Clients



Graphique 5

Nombre de tests réalisés par pays (autorités internationales et nationales) en 2011 (l'Union européenne inclut l'OCVV et la Commission européenne)

■ Pays membres de l'UE
■ Pays non membres de l'UE



La base de données Variety Finder est principalement utilisée par les autorités nationales européennes mais, dans le cadre de la coopération avec l'UPOV, l'Office fait également la promotion de son utilisation par les autorités ne faisant pas partie de l'UE, dont certaines semblent la consulter régulièrement pour évaluer l'éligibilité des propositions de dénominations variétales (graphique 5).

6.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé de représentants de chaque État membre, de représentants de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants respectifs. Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport de gestion du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et émettre des lignes directrices sur les examens techniques, les comités de l'Office et les questions générales.

Le conseil d'administration s'est réuni à trois reprises en 2011, le 16 février, les 22 et 23 juin et les 15 et 16 novembre.

Une réunion confidentielle supplémentaire a été organisée le **22 mars 2011**, à Bruxelles, pour obtenir l'avis du conseil d'administration en ce qui concerne la liste restreinte des candidats pour le poste de président de l'OCW et pour la consultation de la liste restreinte des candidats pour le poste de président suppléant de la Chambre de recours de l'OCW. En outre, la modification de la décision du conseil d'administration sur les cinq comités de l'OCW a été adoptée par les membres du conseil d'administration.

Lors de la réunion du **16 février 2011** à Bruxelles, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- le rapport de l'ordonnateur. Ce rapport était inclus dans le Rapport annuel 2010 et a été envoyé à la Cour des comptes;
- la décharge du président de l'OCW pour l'exécution du budget 2009;
- la liste des 21 membres de la Chambre de recours (10 membres techniques et 11 membres juridiques) présentée par l'OCW pour la période du 23 février 2011 au 22 février 2016;
- le plan en matière de politique du personnel pour 2012-2014;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
 - a) Food and Environment Research Agency (FERA) au Royaume-Uni,
 - b) Naktuinbouw aux Pays-Bas;



Réunion du conseil d'administration, novembre 2011, Angers

- deux nouveaux protocoles techniques pour *Anethum graveolens* L. (CPVO-TP 165/1) et *Brassica oleracea* L. var. *Sabellica* L. (CPVO-TP 090/1) et la correction d'un protocole technique pour *Asparagus officinalis* L. (CPVO-TP 130/2);
- deux révisions partielles de protocoles existants pour *Gypsophila* L. (CPVO-TP 262/2 Corr.) et *Lactuca sativa* L. (CPVO-TP 013/5);
- deux protocoles techniques pour *Triticum aestivum* L. emend. Fiori et Paol. (CPVO-TP 003/4 Rev.2) et x *Triticosecale* Witt. (CPVO-TP 121/2 Rev.1) avec les amendements de 2010 maintenus pour cinq ans;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 21 nouvelles espèces.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- des comptes provisoires pour 2010;
- de l'avant-projet de budget 2012;
- du rapport d'évaluation final pour 2009 par Ernst & Young;
- des conclusions du groupe de travail sur les semences de ferme, qui se concentrent sur trois domaines principaux (accès aux informations sur l'utilisation des semences de ferme collectées par les obtenteurs, définition des «petits agriculteurs» et définition de «propre exploitation»).

Lors de la réunion des **22 et 23 juin 2011** à Angers, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- le budget rectificatif supplémentaire pour 2011 conformément à l'article 109, paragraphe 3, du règlement de base;
- la modification des lignes directrices relatives aux dénominations variétales;
- le rapport 2010 du service d'audit qualité;
- la modification des critères d'habilitation du service d'audit qualité;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
 - a) Oficina Española de Variedades Vegetales (OEI) en Espagne,



Réunion du conseil d'administration, novembre 2011, Angers

- b) Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural (DGADR) au Portugal,
- c) Bundessortenamt (BSA) en Allemagne,
- d) Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W) en Belgique.

Une habilitation conditionnelle du Centro di Ricerca per la Frutticoltura (CRA-FRU) en Italie a également été adoptée;

- deux nouveaux protocoles techniques pour *Lolium* ssp. (CPVO-TP 004) et pour *Festuca* ssp. (CPVO-TP 067) et la révision de CPVO-TP 141/1 pour *Aster* L;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 18 nouvelles espèces.

Les membres du conseil d'administration ont également voté unanimement en faveur de la création d'une nouvelle collection d'échantillons ADN de variétés de roses pour un essai sur cinq ans.

Les membres du conseil d'administration ont également pris note:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- du rapport d'audit interne;
- du rapport de gestion 2010 rédigé par le président de l'OCW.

En outre, ils ont pris acte de la situation financière de l'Office au 21 juin 2011 et ont accepté de discuter en profondeur de la structure des taxes lors du prochain conseil d'administration pour étudier une éventuelle révision du niveau des taxes.

Enfin, le rapport sur l'évaluation du régime de PCOV réalisé par le contractant externe GHK a été présenté aux membres du conseil d'administration par le représentant de la Commission européenne. Le rapport définit plusieurs options possibles pour l'avenir. Ce rapport a également été présenté lors de la conférence «EU Plant Variety Rights in the 21st century» (protection des variétés végétales au sein de l'UE au XXI^e siècle), organisée le 11 octobre 2011, à Bruxelles.

Lors de la réunion des **15 et 16 novembre 2011** à Angers, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- une proposition de la Commission pour réduire la taxe de demande à 650 euros à partir de janvier 2013;
- l'avant-projet de budget 2012;
- l'habilitation de l'office d'examen danois AgriFish;
- un nouveau protocole technique pour *Brassica napus* L. (CPVO-TP 036/2) avec effet rétroactif à partir du 1^{er} août 2011;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 32 nouvelles espèces.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- des résultats de la conférence européenne sur la protection des variétés végétales au sein de l'UE au XXI^e siècle, qui a eu lieu à Bruxelles le 11 octobre 2011. La Commission européenne consultera les parties prenantes sur un plan d'action au cours de 2012;
- du rapport sur la situation financière de l'OCW au mois de novembre 2011. Le résultat à la fin de l'année 2011 devrait être inférieur à celui de 2010, mais une augmentation de 13 % des demandes est également prévue par rapport à l'année précédente;
- des trois projets informatiques en cours, à savoir:
 - a) les demandes en ligne,
 - b) la phase pilote du dépôt des demandes nationales (protection des obtenteurs et catalogue) en ligne pour les espèces de maïs et de tomates, en coopération avec le GEVES et le Naktuinbouw,
 - c) un projet pilote pour l'échange électronique de documents, qui a été lancé à la fin de l'année 2011, pour lequel l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont partenaires;
- du projet de document de l'OCW sur l'enregistrement des variétés essentiellement dérivées.

Président du conseil d'administration

M. U. von Kröcher

Vice-président du conseil d'administration

M^{me} B. Bátorová

Membres du conseil d'administration

Belgique	M ^{me} C. Vanslebrouck M ^{me} M. Petit (suppléante)
Bulgarie	M ^{me} B. Pavlovska Poste de suppléant vacant
République tchèque	M. J. Staňa M. D. Jurecka (suppléant)
Danemark	M. G. Deneken M. E. Lawaetz (suppléant)
Allemagne	M. U. von Kröcher (président) M ^{me} B. Rücker (suppléante) (jusqu'au 16.8.2011) M. H. Freudenstein (suppléant) (à partir du 16.8.2011)
Estonie	M ^{me} L. Puur Poste de suppléant vacant
Irlande	M. D. Coleman M. J. Claffey (suppléant)
Grèce	Poste de membre vacant M. K. Michos (suppléant)
Espagne	M ^{me} A. Crespo Pazos M. L. Salaices Sanchez (suppléant)

France	M. R. Tessier M ^{me} N. Bustin (suppléante)
Italie	M ^{me} I. Pugliese Poste de suppléant vacant
Chypre	M. C. Christou M. C. Nicolaou (suppléant)
Lettonie	M ^{me} S. Kalinina Poste de suppléant vacant
Lituanie	M ^{me} S. Juciuvienė M ^{me} D. Kirvaitienė (suppléante)
Luxembourg	M. M. Weyland M. F. Kraus (suppléant)
Hongrie	M ^{me} A. Szenci Poste de suppléant vacant
Malte	M ^{me} M. Delia M. C. Leone Ganado (suppléant)
Pays-Bas	M. M. Valstar M. K. Fikkert (suppléant)
Autriche	M. H-P. Zach M. L. Girsch (suppléant)
Pologne	M. E. Gacek M. M. Behnke (suppléant)
Portugal	M ^{me} F. Alfarroba M. J. Fernandes (suppléant)
Roumanie	M ^{me} A. Ivascu Poste de suppléant vacant
Slovénie	M. J. Ileršič M. P. Grižon (suppléant)
Slovaquie	M ^{me} B. Bátorová (vice-présidente) M ^{me} M. Jakubová (suppléante)
Finlande	M. T. Lahti M. M. Puolimatka (suppléant)
Suède	M ^{me} C. Knorpp M. T. Olsson (suppléant)
Royaume-Uni	M. A. Mitchell M. R. Harris (suppléant) (jusqu'au 15.12.2011) M ^{me} E. Nicol (suppléante) (à partir du 15.12.2011)
Commission européenne	M. L. Miko M ^{me} D. Simion (suppléante)

7.

ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2011, l'Office comptait 11 fonctionnaires et 34 agents temporaires. Onze nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées.

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur trois unités et deux services d'appui. Un troisième service est en outre responsable de l'audit qualité des offices d'examen. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les tâches principales de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques ou des reprises de rapports, organisation des examens des dénominations variétales, préparation des décisions d'octroi de protection, tenue des registres de l'Office, élaboration de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération au développement d'analyses et d'études techniques destinées à améliorer le système.

L'**unité administrative et financière** assure la gestion dans deux secteurs:

- section administrative: marchés publics, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office et administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- section financière: gestion des transactions financières, trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale, élaboration des budgets et des documents financiers et gestion du système de taxes.

L'**unité juridique** dispense des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; elle émet des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; elle participe à divers comités de l'OCW afin de veiller au respect des procédures et de la législation de l'UE; elle gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.

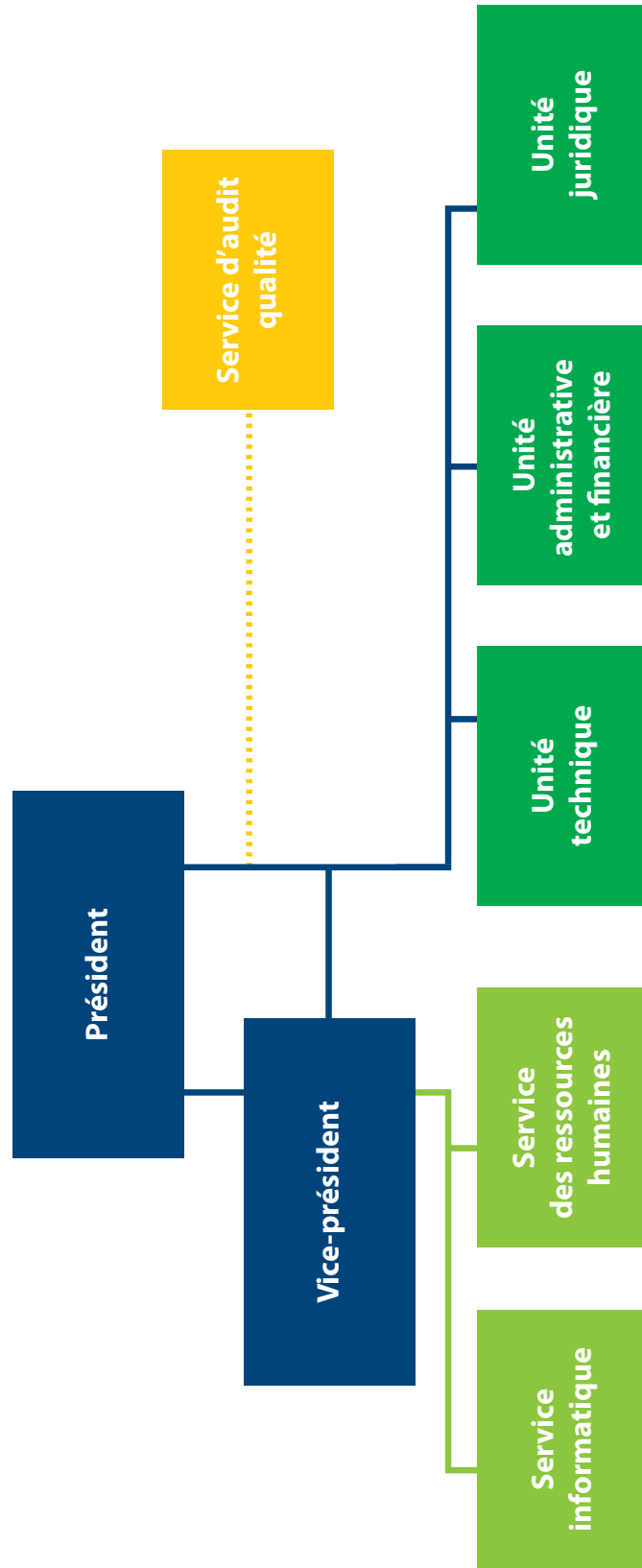
Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Il a notamment pour tâches l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites internet de l'Office; l'installation de programmes standards; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCVW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS), en plus de la nouveauté.

En 2011, l'OCVW a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales touchant à l'OCVW. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCVW, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures effectuées, temps partiel, congé parental); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCVW de 2006 à 2011 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCVW dans la rubrique «Rapports annuels».

ORGANIGRAMME DE L'OCVV



PRÉSIDENCE



Président
Martin Ekvad



Vice-président
Carlos Godinho



**Assistante
du vice-président**
Cyrille Antoine



**Assistante
du président**
Marleen Van de
Meulebroeke

SERVICES D'APPUI



Service informatique
Sébastien Beugnier



Service informatique
Jean-Louis Curnier



Service informatique
Patrick Lecoq



Service informatique
Laura Naie



Service informatique
Marc Rouillard



**Service des
ressources humaines**
Deirdre Killeen



**Service des
ressources humaines**
Anna Verdini

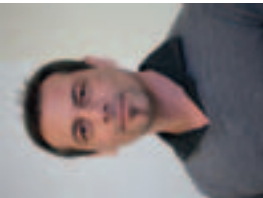
UNITÉ ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (UAF)



Chef de l'UAF
Thomas Wollersen



Comptable
James Moran



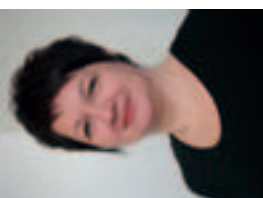
Services généraux
Thierry Cluzeau



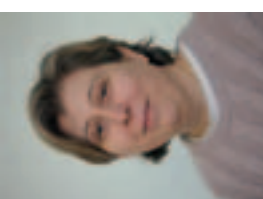
Comptabilité
Valérie De Caestecker



**Comptabilité/Assistante
du chef du service
d'audit qualité**
Laurence Dumont



**Évaluation — Audit
et contrôle internes**
Roseline Fagel



Comptabilité
Anne-Marie Fernandez



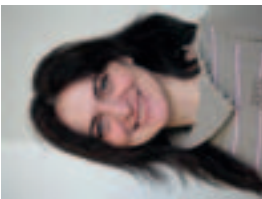
**Assistante du chef
de l'UAF**
Béatrice Hodet



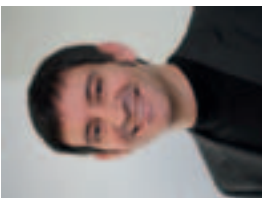
**Service courrier/
administration**
Isabelle Lanteri



**Relations publiques/
Dénominations**
Bénédicte Legrand



Finances
Ekaterina Mantziaris



**Administration/
Logistique**
Gil Oliveira



**Relations publiques/
Formation**
Fabienne Santoire



Services du courrier
Manuel Soares Teixeira

SERVICE D'AUDIT
QUALITÉ



**Chef du service
d'audit qualité**
Gerard Schuon



**Chambre de recours/
Protection des données**
Veronique Doreau



**Assistant à la
protection des données**
Pierre Fallier

UNITÉ TECHNIQUE (UT)



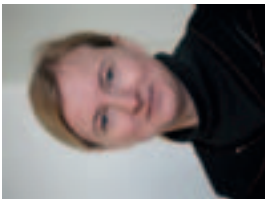
Chef de l'UT
Dirk Theobald



Chef adjoint de l'UT
Jean Maisson



Dénominations
Carole Bonneau



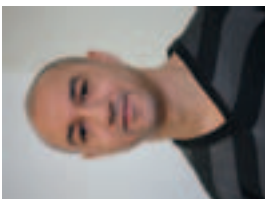
**Espèces fruitières
et ornementales**
Urszula Braun-Młodecka



Dénominations
Rudi Caes



Espèces ornementales
Laetitia Denécheau



Registre
Pierre-Emmanuel Fouillé



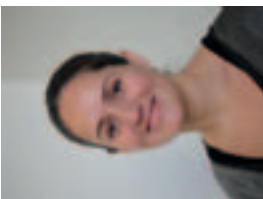
Registre
Anne Gardener



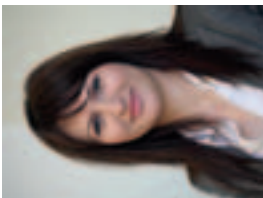
Registre
Nadège Grantham



Espèces ornementales
Ghislaine Guilbert



**Assistante du chef
de l'UT**
Aline Noguès



Registre
Ioana Piscoi



Registre
Francesco Saldi



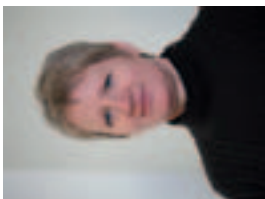
**Espèces fruitières
et potagères**
Sergio Semon



**Espèces agricoles,
fruitières et potagères**
Laurence Théodore



Espèces ornementales
Jens Wegner



Espèces agricoles
Anne Weitz

NB: L'organigramme ci-dessus comprend les membres du personnel de l'OCV occupant au 31 décembre 2011 un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.

8.

SERVICE D'AUDIT QUALITÉ

Le service d'audit qualité est chargé de vérifier que les offices d'examen technique satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS), en plus de la nouveauté. À cette fin, des évaluations régulières sont effectuées au niveau des offices d'examen et sur les sites d'essais participant aux travaux techniques.

8.1. Évaluation des offices d'examen

Avec un total de douze visites d'évaluation dans des offices d'examen en 2011, dont deux visites reportées de l'année précédente, le programme est sur la bonne voie pour réaliser une série complète d'audits lors de la première période triennale. Outre le chef de l'équipe d'audit, 16 experts techniques, nommés par le conseil d'administration de l'OCW, y ont participé, chacun dans leur domaine d'expertise respectif. Après avoir évalué les mesures correctives mises en œuvre par les offices d'examen en réponse aux conclusions des évaluations, les équipes d'audit concernées ont présenté une recommandation au conseil d'administration. Le conseil d'administration a adopté des décisions d'habilitation pour huit offices d'examen. Les autres offices attendent une recommandation qui sera présentée en 2012.

8.2. Révision des exigences en matière d'habilitation

Les critères utilisés pour habilitier les offices d'examen à réaliser des examens DHS au nom de l'OCW ont été approuvés en 2009 par le conseil d'administration. Un groupe de travail a été créé pour réviser le document en utilisant les commentaires des parties prenantes et l'expérience acquise au cours de la première série d'audits. Une version révisée a finalement été approuvée par le conseil d'administration en juin 2011. La nouvelle version des exigences et des informations explicatives pour les dix propositions de modifications adoptées a ensuite été publiée.

8.3. Révision du manuel d'audit

Le manuel de procédure et les documents connexes définissent le cadre des évaluations effectuées dans les offices d'examen. Ils fournissent des informations à toutes les parties associées à ces évaluations et visent à orienter les travaux des équipes d'évaluation. Une version révisée du manuel avait déjà été approuvée en octobre 2010. En 2011, seules des procédures de fonctionnement associées ont été révisées, principalement pour prendre en compte les modifications des exigences en matière d'habilitation mais également pour conférer davantage de transparence aux procédures du service d'audit qualité.

9.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'Office a reçu plusieurs demandes de cofinancement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles, établies par le conseil d'administration en 2002 et révisées en 2009, relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Dans le présent chapitre, l'Office présente des informations actualisées sur les projets en cours et les mesures de suivi qui ont été prises en 2011 au sujet des projets déjà terminés.

Collection européenne de variétés de roses: pour assurer le suivi du projet, après une consultation avec les rosiéristes et les organisations professionnelles, il devient obligatoire de conserver un échantillon d'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique. Un des objectifs de cet échantillon est la vérification de l'identité du matériel commandé pour être cultivé comme référence lors d'un examen DHS, en comparant l'empreinte ADN du matériel reçu comme variété de référence avec l'empreinte de l'ADN stocké pour la même variété. Cet échantillon pourrait également être utilisé à la demande de l'obteneur pour l'application de ses droits. À l'avenir, cet échantillon pourrait être utilisé dans la gestion de la collection de référence.

Une procédure définissant les détails de l'échantillonnage de l'ADN dans le cadre de l'examen technique a été établie. Sur la base de cette procédure, un appel d'offres pour sélectionner un laboratoire a été lancé. En 2011, le Naktuinbouw a été désigné pour une période de quatre ans. L'échantillonnage a débuté au cours de l'examen DHS de 2011: des échantillons de feuilles de toutes les demandes de protection communautaires des obtentions végétales pour les roses, fleurs coupées, en pot ou en pleine terre ont été collectés, et l'ADN en a été extrait et stocké en laboratoire.

Le coût de l'échantillonnage et de l'extraction sera pris en charge par l'Office.

Dans la mesure où il s'agit d'un projet pilote, un examen est prévu après une période de deux ans, à la fin de l'année 2012.



Essais DHS sur *Rosa L.*, Royaume-Uni



Essais DHS sur *Rosa L.* pour les fleurs coupées, Pays-Bas

Gestion des collections de référence de pêcheurs: ce projet collaboratif sur trois ans entre les offices d'examen habilités de l'OCW pour *Prunus persica* (Espagne, France, Italie et Hongrie) s'est terminé à l'été 2011. Les partenaires du projet ont analysé un total de 510 variétés de pêcheurs de leurs collections de référence (notamment 12 variétés communes à tous ces pays) avec les quatre thèmes suivants: i) compilation des données morphologiques; ii) création de données numériques standardisées; iii) génération de données moléculaires; iv) création d'une base de données variétales phénotypique et moléculaire.

Les principales conclusions du rapport final présenté à l'OCW en octobre 2011 par le GEVES, coordinateur du projet, ont révélé que les informations échangées par les partenaires du projet avaient été très précieuses pour améliorer la définition des descriptions phénotypiques des variétés de pêcheurs et pour structurer les collections de référence en fonction du contexte génétique des variétés les constituant. Une base de données pour le stockage et la gestion de toutes ces données (GEMMA) a été créée par le GEVES, et il a été proposé que tous les partenaires du projet continuent à l'avenir de mettre cette base de données à jour à l'avenir via le cadre GEMMA, pour disposer d'une sélection plus efficace de variétés de comparaison pour l'examen DHS des pêcheurs.

L'OCW va maintenant analyser les résultats et les conclusions du rapport final et discuter d'un éventuel suivi avec le coordinateur du projet et les autres partenaires afin de déterminer comment la base de données pourrait être utilisée au mieux pour améliorer la gestion des collections de référence des pêcheurs conservées par les quatre offices d'examen mandatés, avec l'objectif d'améliorer l'efficacité des examens DHS de *Prunus persica* (l'espèce fruitière la plus importante ayant fait l'objet d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales).



Évaluation des caractéristiques de semences au GEVES, France



Hordeum vulgare L.

Construction d'un microsatellite intégré et élaboration d'une base de données des caractéristiques morphologiques clés des variétés de pommes de terre dans le catalogue commun de l'UE:

ce projet a démarré en avril 2006. Le rapport final a été reçu au printemps 2008. Les États partenaires sont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume-Uni. Ce projet a permis de créer une base de données incluant les profils de marqueurs de variétés de pommes de terre, les caractéristiques morphologiques clés et une photothèque contenant des images de germes. L'objectif est d'identifier rapidement le matériel végétal d'une espèce à multiplication végétative dont le matériel de référence doit être transmis chaque année et de faciliter la gestion de la collection de référence. À la demande de l'association d'obteneurs ESA (European Seed Association), l'éventuel recours à des méthodes moléculaires pour identifier les variétés aux fins de l'application des droits a été pris en considération. Plusieurs conférences téléphoniques ont été organisées en 2010 et 2011 avec les partenaires du projet et l'ESA afin de se mettre d'accord sur le suivi à donner aux résultats du projet et sur leur prise en considération dans le cadre de l'examen DHS. Cette activité se poursuivra en 2012. L'accent sera placé sur l'harmonisation des descriptions de variétés entre les différents offices d'examen. Pour ce faire, un test d'étalonnage a été organisé par les neuf offices d'examen habilités et se poursuivra en 2012. Une procédure pour l'échange des tubercules des variétés candidates, permettant d'extraire et de décoder leur ADN afin d'assurer la gestion de la collection de référence, doit toujours être discutée.

Une deuxième option d'approche potentielle de l'UPOV pour le génotypage par polymorphisme mononucléotidique à haute densité de l'orge:

ce projet a été présenté par le National Institute of Agricultural Botany (NIAB, Royaume-Uni); l'accord de subvention a été conclu à la fin de 2010. Le projet envisage trois démarches possibles: 1) calculer les corrélations entre les distances moléculaires et morphologiques; 2) quantifier les distances morphologiques et moléculaires par rapport au pedigree; 3) effectuer des sélections génomiques à des fins de prédictions phénotypiques. Si de telles corrélations existent et que des seuils de calibrage peuvent être définis pour le phénotype, cela pourrait constituer un puissant outil pour définir des groupes de variétés lors de l'étude de culture. Le projet a démarré au début de 2011, pour une durée de douze mois. Le rapport final est attendu en février 2012.

10. BUDGET ET FINANCES

10.1. Vue d'ensemble — Résultat

En 2011, les recettes budgétaires ont continué à croître grâce à une forte augmentation du nombre de demandes et à une augmentation du nombre total de titres en vigueur. Néanmoins, le résultat net de l'exercice budgétaire a connu une diminution significative par rapport à 2010 en raison des améliorations apportées par les fournisseurs (offices d'examen) dans l'envoi des rapports et des factures de façon régulière.

Résultat net de l'exercice	Millions d'euros
Recettes budgétaires (a)	13,0
Dépenses budgétaires (b)	12,3
Solde budgétaire (c) = (a) – (b)	0,7
Recettes non budgétaires (d)	0,1
Résultat net de l'exercice budgétaire 2011 (e) = (c) + (d)	0,8

Le résultat net de l'exercice était légèrement supérieur à 800 000 euros, ce qui représente une diminution de 37 % par rapport à 2010.

10.2. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales, et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2011 s'élevait à 13,0 millions d'euros.

	Var. (%)	2011 (millions d'euros)	2010 (millions d'euros)
Taxes	7,3	12,77	11,90
Intérêts bancaires	273	0,22	0,08
Autres recettes	—	0,01	– 0,01
Recettes totales	8,68	13,00	11,97

Le montant total des taxes perçues en 2011 s'est élevé à 12,77 millions d'euros, soit une augmentation de 7,3 % par rapport à l'année précédente. Les revenus des intérêts sont enregistrés pour les comptes de bilan à la date de perception réelle de l'intérêt. Comme un nombre important de dépôts à terme ont expiré en 2011 (et quelques-uns en 2010), l'augmentation est importante (273 %), mais elle reflète simplement le calendrier des recettes.

10.3. Dépenses

Le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 12,3 millions d'euros en 2011, contre 10,8 millions d'euros en 2010.

	Var. (%)	2011 (millions d'euros)	2010 (millions d'euros)
Dépenses de personnel	3	5,7	5,5
Dépenses administratives	32	1,5	1,1
Dépenses opérationnelles	23	5,1	4,2
Dépenses totales	14	12,3	10,8

Les dépenses de personnel ont augmenté en 2011 en raison de l'évolution normale des carrières. L'échelle des salaires du personnel de l'Office, régie par les niveaux fixés par le Conseil européen, est également susceptible de varier en fonction de l'inflation et de l'évolution des carrières. Les dépenses administratives ont augmenté de façon significative, notamment en raison de l'achat d'espace d'archivage supplémentaire dans un des bâtiments de l'OCVV et des développements importants pour le logiciel de demandes en ligne de l'Office. Les dépenses opérationnelles, qui se composent principalement des rémunérations des offices d'examen, ont considérablement augmenté en raison des améliorations apportées par les offices d'examen dans l'envoi des rapports et des factures. Cela reflète également la nouvelle structure des coûts des examens.

10.4. Conclusion

Le résultat net pour 2011 a connu une diminution significative par rapport à celui de 2010 mais reste positif. Une nouvelle taxe de demande à coût réduit, qui doit entrer en vigueur en 2013, devrait participer au retour de l'Office à l'équilibre budgétaire au cours des années à venir.

11. TENDANCES ET ÉVOLUTIONS

11.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2011, l'Office a reçu 3 184 demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme l'indique le graphique 6, ce chiffre représente une hausse de 10,3 % par rapport à l'année précédente (tous les chiffres étant basés sur la date de réception des documents de demande par l'Office).

Graphique 6

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2011)

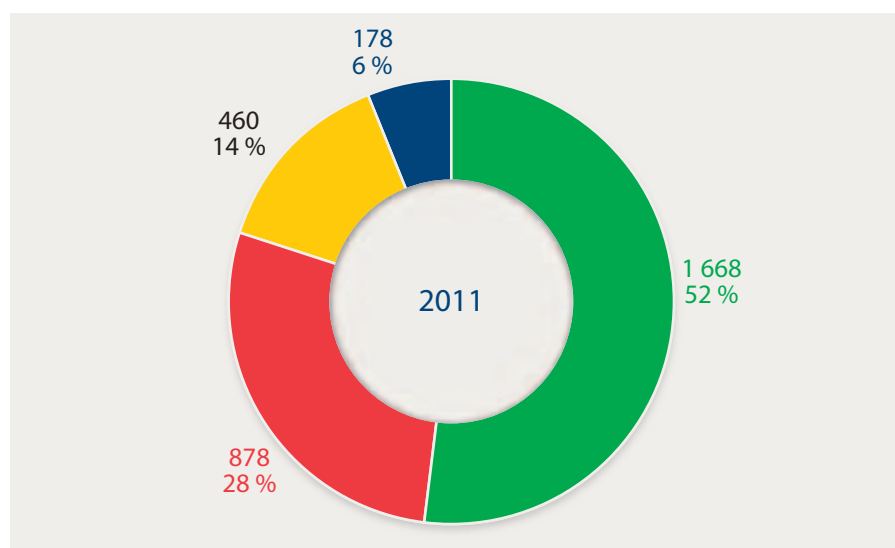


Le graphique 7 représente le nombre de demandes reçues en 2011 par secteur de culture.

Graphique 7

Parts du nombre de demandes par secteur de culture en 2011

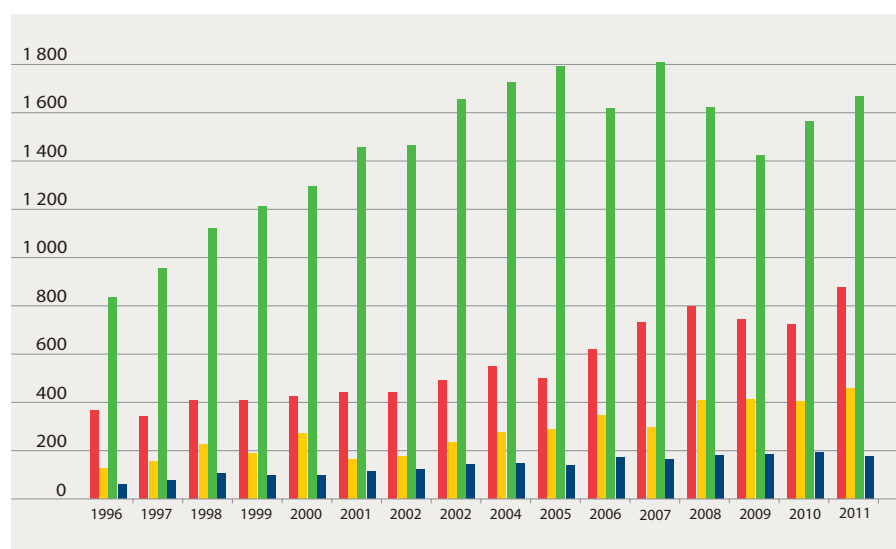
- Ornemental
- Agricole
- Potager
- Fruitier



Le graphique 8 présente l'évolution du nombre de demandes par secteur de culture depuis 1996. C'est dans le secteur agricole que l'on constate la plus forte hausse du nombre de demandes en 2011 (+ 19,1 %), suivi par les espèces potagères (+ 10,6 %) et les espèces ornementales (+ 3,1 %). Le nombre de demandes pour les variétés agricoles et potagères a atteint des niveaux record. En revanche, le nombre de demandes pour les espèces fruitières a connu une forte baisse (– 21,2 %) après avoir atteint un pic l'année dernière.

Graphique 8

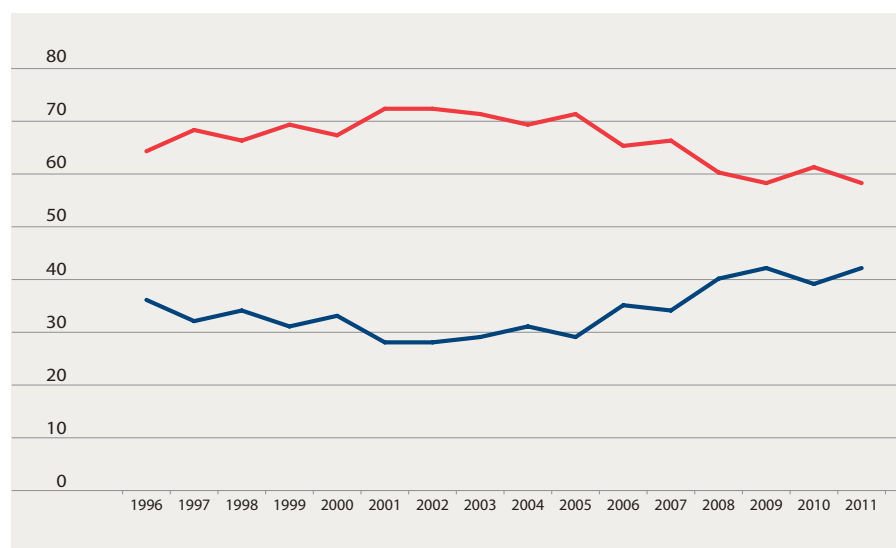
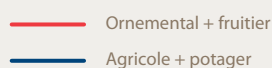
Évolution du nombre de demandes par secteur de culture (1996-2011)



Le graphique 9 montre que la proportion des demandes pour les espèces ornementales et fruitières dans le nombre total de demandes pour la protection communautaire des obtentions végétales diminue depuis plusieurs années, alors que la part des espèces agricoles et potagères augmente.

Graphique 9

Évolution comparative de la proportion des secteurs de culture dans le nombre de demandes (1996-2011)

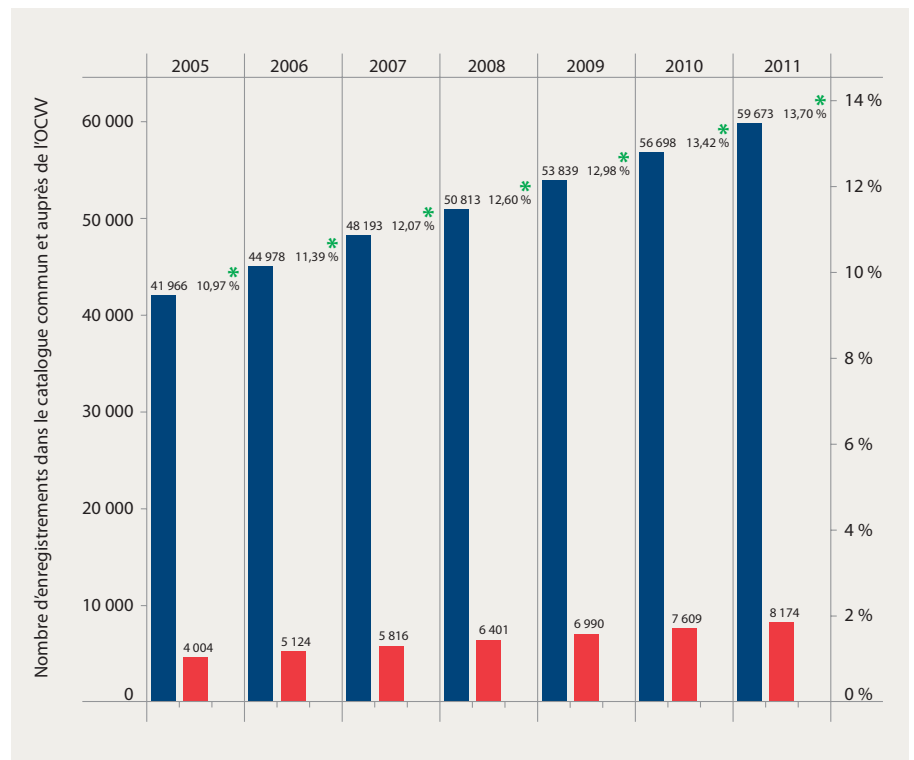


Une des raisons pouvant expliquer cette tendance serait que, pour la plupart des espèces, de plus en plus de variétés répertoriées chaque année dans le catalogue commun font l'objet d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales, comme le montre le graphique 10.

Graphique 10

Évolution de la proportion globale des variétés enregistrées dans le catalogue commun qui ont fait l'objet d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales (*)

■ Enregistrements dans le catalogue commun
■ Enregistrements auprès de l'OCVV

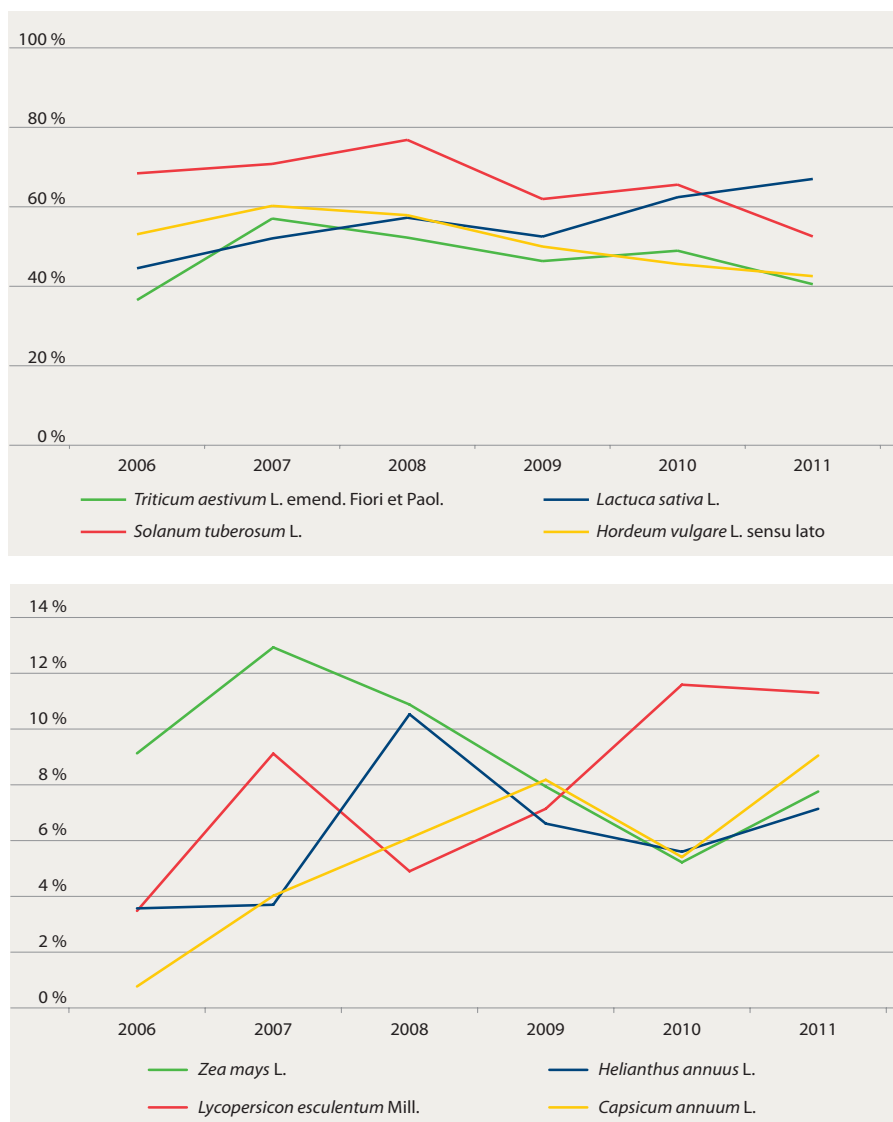


(*) Les chiffres mentionnés ci-dessus sont une estimation basée sur les variétés enregistrées dans le catalogue commun et pour lesquelles une demande a été déposée auprès de l'OCVV sous la même dénomination variétale et enregistrées sous un nom d'espèce de la même classe de dénomination de l'UPOV.

La situation diffère d'une espèce à l'autre, et le graphique 11 montre l'évolution de la proportion des variétés enregistrées dans le catalogue commun (pour quelques espèces, 2006-2011) qui ont également fait l'objet d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales. Cette proportion est évidemment différente pour les espèces dont les variétés commerciales modernes sont des hybrides et pour les espèces autogames ou à propagation végétative. Il convient de noter que cette proportion peut toujours légèrement varier dans la mesure où les variétés enregistrées dans le catalogue commun ces dernières années pourraient faire l'objet d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales avec un délai d'un ou de deux ans. Cela peut être le cas pour des espèces dont la vitesse de multiplication est relativement lente. Il faut donc un certain temps avant qu'une quantité suffisante de semences ne soit disponible pour le marché.

Graphique 11

Proportion des variétés de huit espèces sélectionnées enregistrées dans le catalogue commun qui ont également fait l'objet d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales



En 2011, 595 demandeurs ont sollicité une protection communautaire d'obtentions végétales. Le tableau figurant ci-après reprend les 50 utilisateurs les plus assidus du système communautaire ainsi que le nombre de demandes qu'ils ont introduites en 2011. Ces 50 principaux demandeurs ont introduit au total 1 693 demandes, soit 53,17 % du total des demandes reçues au cours de l'année. Ces chiffres démontrent que le régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas seulement attrayant pour les acteurs mondiaux, mais aussi pour les petits et moyens obtenteurs.

Nom du demandeur	Pays	Nombre de demandes introduites en 2011
Pioneer Overseas Corporation	US	111
Syngenta Crop Protection AG	CH	106
Rijk Zwaan Zaadteelt en Zaadhandel BV	NL	94
Limagrain Europe SA	FR	79
Seminis Vegetable Seeds Inc.	US	77
RAGT 2n SAS	FR	69
KWS Saat AG	DE	58
Enza Zaden Beheer BV	NL	58
Nunhems BV	NL	49
Terra Nova Nurseries Inc.	US	49
Anthura BV	NL	48
Fides BV	NL	44
Preesman Plants BV	NL	43
Tobias Dümmer	DE	43
Pioneer Hi-Bred International Inc.	US	42
W. Kordes' Söhne Rosenschulen GmbH & Co. KG	DE	39
Poulsen Roser A/S	DK	37
Suphachatwong Innovation Co. Ltd	TH	35
Nils Klemm	DE	35
Florist Holland BV	NL	31
Testcentrum voor Siergewassen BV	NL	28
Danziger 'DAN' Flower Farm	IL	26
Monsanto Holland BV	NL	25
Euralis Semences SAS	FR	24
Deliflor Royalties BV	NL	23
Dekker Breeding BV	NL	22
Piet Schreurs Holding BV	NL	21
Meilland International SA	FR	20
Nidera SA	AR	20
Vilmorin SA	FR	19
Vletter & Den Haan Beheer BV	NL	19
Soltis SAS	FR	19
Cornell University	US	18
Innovaplant Zierpflanzen GmbH & Co. KG	DE	18
Monsanto Technology LLC	US	17
Institut de Recerca i Tecnologia Agroalimentaries (IRTA)	ES	17
Ball Horticultural Company	US	16
Interplant Roses BV	NL	16

Suntory Flowers Limited	JP	16
Rosen Tantau KG	DE	16
Josef Heuger	DE	15
Corn. Bak BV	NL	15
Beekenkamp Plants BV	NL	15
Priscilla Grace Kerley	UK	15
Jean-Pierre Darnaud	FR	15
Allplants Holding BV	NL	15
Institut national de la recherche agronomique	FR	14
Cultius Roig Sat 626 Cat	ES	14
Chrysanthemum Breeders Association Research BV	NL	14
Deutsche Saatveredelung AG	DE	14
DLF-Trifolium A/S	DK	14
De Ruiter Intellectual Property BV	NL	14
Euro Grass Breeding GmbH & Co. KG	DE	14
SESVanderHave NV/SA	BE	13
Paraty BVBA	BE	12
Dalina Genetics ApS	DK	12
Van Zanten Plants BV	NL	12
Caussade Semences SA	FR	12
NuFlora International Pty Ltd	AU	12
KWS Lochow GmbH	DE	12
Consorzio Italiano Vivaisti — Società consortile a r.l. (CIV)	IT	12
Wiersum Plantbreeding BV	NL	11
Nordsaat Saatzuchtgesellschaft mbH	DE	11
Agro Sélections Fruits SAS	FR	11
Hydrangea Breeders Association BV	NL	11
HilverdaKooij BV	NL	11
Terra Nigra Holding BV	NL	11
Sunny Grønnegyden ApS	DK	10
RijnPlant BV	NL	10
Van Zanten Cuttings BV	NL	10
Adrien Momont et Fils SARL	FR	10
Böhm-Nordkartoffel Agrarproduktion OHG	DE	10
Total		1 693

Les demandeurs hors Union européenne doivent nommer un représentant dont le siège social ou le domicile se situe dans l'UE pour traiter leurs demandes. Parfois, les sociétés mères situées hors des frontières de l'UE désignent leur filiale dans l'UE; c'est notamment le cas de Monsanto, Pioneer, Syngenta et Sakata. Les demandeurs dans l'UE n'ont pas cette obligation, mais certains préfèrent tout de même confier la procédure de demande à un agent externe. En 2011, 1 495 demandes (31,59 %) ont été introduites par 136 mandataires. Le tableau ci-dessous reprend les 15 mandataires les plus «actifs» en 2011, avec au total 1 006 demandes introduites.

Nom du mandataire	Pays	Nombre de demandes introduites en 2011
Royalty Administration International CV	NL	259
Pioneer Hi-Bred SARL	FR	127
Hortis Holland BV	NL	100
Deutsche Saatgutgesellschaft mbH Berlin	DE	81
Monsanto Holland BV	NL	78
Syngenta Seeds BV	NL	73
Limagrain Europe SA	FR	47
Hans-Gerd Seifert	DE	41
Wuesthoff & Wuesthoff	DE	40
GPL International A/S	DK	39
Pioneer Génétique SARL	FR	30
Limagrain Nederland BV	NL	25
PLA International ApS	DK	24
Plantipp. BV	NL	21
Coöperatieve Nederlandse Bloembollencentrale UA	NL	21
Total		1 006



Visite de l'OCVV au Royalty Administration International CV, septembre 2011, Pays-Bas



Gerbera L.



Essais DHS sur *Vanda Jones ex R. Br.*, Pays-Bas

11.1.1. Espèces ornementales

Représentant 52 % du nombre de demandes reçues en 2011, le secteur ornemental forme encore de loin le plus grand groupe de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme l'illustre le graphique 8, le secteur ornemental reste le plus important en termes de nombre de demandes introduites chaque année. Après deux années consécutives de chute libre du nombre de demandes en 2008 et 2009, la hausse observée en 2010 s'est poursuivie en 2011.

L'une des particularités du secteur ornemental est la grande diversité des espèces. Pour chacune d'entre elles, le nombre de demandes est relativement bas.

Le tableau 1 présente les 10 espèces ornementales les plus importantes en termes de nombre de demandes. Les variations de l'importance de ces espèces sont pour la plupart fortuites — à l'exception des orchidées. En 2011, la rose et le chrysanthème sont restés de loin, dans cet ordre, les espèces les plus importantes. En ce qui concerne les orchidées en général et *Phalaenopsis* et *x Doritaenopsis* en particulier, une forte hausse soudaine a été observée en 2007, suivie d'une chute brutale en 2008 et 2009, puis d'une nouvelle hausse en 2010 et 2011.

Tableau 1 — Nombre de demandes pour les 10 principales espèces ornementales

Genre	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total général
<i>Rosa</i> L.	191	219	168	185	157	168	155	199	239	1 681
<i>Chrysanthemum</i> L.	187	147	162	195	168	157	162	175	152	1 505
<i>Petunia</i> Juss. et <i>Calibrachoa</i> Llave & Lex.	51	71	89	69	99	53	78	77	58	645
<i>Pelargonium</i> L'Her. ex Aiton	77	64	114	79	64	67	49	44	74	632
<i>Lilium</i> L.	68	90	60	62	59	45	56	55	63	558
<i>Phalaenopsis</i> Blume et <i>x Doritaenopsis</i> hort.	18	41	11	63	108	77	50	85	84	537
<i>Gerbera</i> L.	79	44	66	45	39	77	63	37	58	508
<i>Impatiens</i> L.	65	64	98	56	51	39	18	30	22	443
<i>Dianthus</i> L.	60	36	57	38	34	34	29	61	30	379
<i>Osteospermum</i> L.	35	53	56	39	31	40	28	32	24	338

L'Office peut baser sa décision d'accorder une protection communautaire d'obtentions végétales sur un examen technique effectué dans le cadre d'une précédente demande de protection d'obtention végétale dans un État membre de l'UE. Ces reprises de rapports concernent seulement 5 % des variétés ornementales, ce qui représente un pourcentage nettement moins élevé que pour les variétés potagères ou agricoles. Cela s'explique par l'absence de toute obligation d'inscription nationale officielle avant la commercialisation de variétés ornementales.

L'introduction, en 2010, du principe selon lequel un office d'examen compétent peut être habilité pour l'examen DHS d'une espèce a engendré une situation dans laquelle, pour un certain nombre d'espèces ornementales, plusieurs offices d'examen sont désormais disponibles pour l'examen DHS. Alors que, par le passé, il existait une situation de centralisation des essais, l'OCW doit maintenant décider quel office d'examen va examiner une certaine variété candidate. Pour cette raison, le conseil d'administration de l'OCW a étendu les critères que l'OCW doit appliquer.

L'OCW doit prendre en considération non seulement les conditions climatiques, mais aussi les souhaits de l'obteneur, ainsi que les autres variétés en cours d'examen. Ces nouveaux critères ont commencé à être appliqués au cours de l'année 2011 et il semble actuellement que, dans la plupart des cas, les obtenteurs n'expriment pas de préférence différente concernant l'endroit où l'OCW prévoyait d'organiser l'examen technique.



Anthurium L.



Essais DHS sur *Leucanthemum* Mill., Royaume-Uni



Culture in vitro au NIAB, Royaume-Uni



Essais DHS sur *Solanum tuberosum* L., Irlande

11.1.2. Espèces agricoles

En 2011, une augmentation de 21,10 % du nombre de demandes agricoles a été enregistrée. Il s'agit d'un record car ce secteur représentait également 28 % de l'ensemble des demandes reçues en 2011. Cette augmentation suggère que les demandeurs considèrent la protection de leurs nouvelles variétés sélectionnées comme de plus en plus importante.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de demandes reçues chaque année pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2003.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
Toutes espèces agricoles	491	550	498	619	730	796	745	725	878	6 032

Le tableau 2 montre le nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles durant les neuf dernières années.

Tableau 2 — Nombre de demandes pour les 10 principales espèces agricoles

Espèce	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
<i>Zea mays</i> L.	184	169	181	212	249	226	221	220	264	1 926
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	45	76	53	76	91	87	76	92	115	711
<i>Solanum tuberosum</i> L.	61	51	35	92	63	91	86	63	80	622
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	41	40	31	44	70	86	95	75	71	553
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	50	54	46	46	54	68	67	56	60	501
<i>Helianthus annuus</i> L.	28	27	40	30	38	49	46	66	73	397
<i>Lolium perenne</i> L.	4	8	16	20	11	26	20	19	30	154
<i>Triticum durum</i> Desf.	14	14	13	8	13	14	17	14	32	139
<i>Pisum sativum</i> L.	9	13	19	11	14	14	10	13	8	111
<i>x Triticosecale</i> Witt.	7	17	5	7	14	13	7	9	11	90



Brassica napus L.



Essais DHS sur *Brassica napus L.*, France

Comme pour les années précédentes, le maïs reste l'espèce la plus importante dans le secteur agricole. Le nombre de demandes pour cette espèce croît régulièrement. Après une forte augmentation des demandes pour le colza et l'orge au cours des dernières années, leurs nombres ont légèrement diminué en 2011, alors que, pour le tournesol (essentiellement pour les lignées naturelles), le ray-grass et le blé dur, le nombre de demandes a été le plus élevé jamais enregistré.

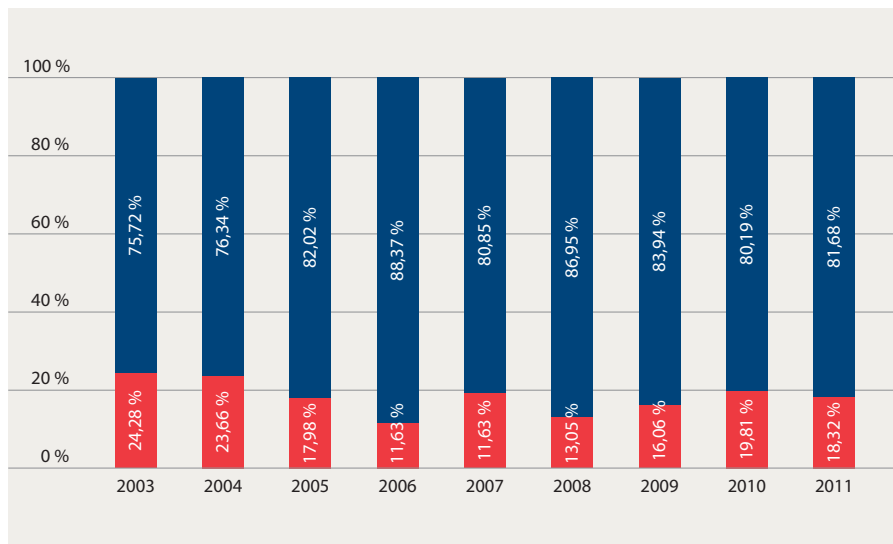
Étant donné que la vaste majorité des demandes font référence à des espèces tombant sous le coup des directives de l'Union européenne sur les semences, environ 80 % des demandes ont déjà subi un examen DHS lorsque la demande de l'OCW est déposée ou l'examen DHS est au moins en cours. Cela permet à l'Office de reprendre le rapport DHS des offices d'examen habilités, conformément à l'article 27 du règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission, s'il constitue une base suffisante pour prendre une décision. Si ce n'est pas le cas, l'Office organise un examen technique auprès d'un office d'examen habilité.

Le graphique 12 montre l'évolution annuelle des examens techniques et des reprises de rapports DHS dans le secteur agricole de 2003 à 2011.

Graphique 12

Évolution (en pourcentage) du ratio des examens techniques et des reprises de rapports dans le secteur agricole (2003-2011)

■ Examens techniques
■ Reprises de rapports





Triticum aestivum L.



Essais DHS sur des céréales, France

Les audits de qualité réalisés en 2011 sur des espèces agricoles ont révélé que les offices d'examen rencontrent parfois des difficultés avec l'exhaustivité de la collection de référence. Cette exigence est particulièrement difficile à respecter, car une collection de référence vivante doit représenter un très grand nombre de variétés dans les «grandes cultures» (par exemple le maïs, le blé, le colza) ou, comme exemple de collection de référence non vivante, la pomme de terre. Si un office d'examen ne remédie pas à cette déficience de manière satisfaisante, l'habilitation sera retirée pour l'espèce concernée par le conseil d'administration de l'Office. Dans ce cas, il ne sera plus possible de réaliser un examen technique ou une reprise de rapport DHS.

11.1.3. Espèces potagères

Le secteur potager a une fois de plus démontré sa bonne forme avec des chiffres record en 2011. Au total, 460 demandes ont été reçues, ce qui représente une augmentation de 13,58 % en un an. Ces dernières années, la laitue a été la principale espèce potagère (118 demandes, malgré une légère diminution par rapport à l'année précédente), suivie par la tomate (72 demandes, presque le double du nombre reçu en 2010). Le poivron a conservé sa troisième place et, renversant la tendance du début de la décennie, le haricot est devenu la quatrième espèce potagère la plus populaire en 2011, avec 28 demandes. Cela peut être dû à la mise sur le marché de variétés présentant une plus grande résistance aux maladies.

Le rapport de l'année dernière indiquait dans la section des espèces potagères que des discussions avaient débuté sur la nécessité de tester toutes les caractéristiques de résistance aux maladies obligatoires (marquées d'un astérisque) des protocoles de l'OCW relatifs aux espèces potagères sur une base obligatoire pour les listes nationales. L'OCW, ainsi que la Commission européenne, l'ESA et les offices d'examen mandatés pour les espèces potagères, ont analysé cinq options possibles dans ce domaine mais il a été conclu que pour avoir une similarité technique entre les listes nationales et la protection d'obtention végétale via le même protocole OCW pour les tests DHS, le statu quo devait être maintenu, c'est-à-dire que toutes les caractéristiques de résistance aux maladies marquées d'un astérisque dans les protocoles de l'OCW relatifs aux espèces potagères étaient obligatoires au sein de l'Union européenne, que cela soit pour les listes nationales ou pour la protection d'obtention végétale.

Cela a également permis d'intégrer le principe «une clé ouvre plusieurs portes» décrit par les parties prenantes pour l'acceptation des rapports techniques dans l'ensemble de l'UE. Les discussions ont toutefois démontré qu'un domaine devait éventuellement faire l'objet de recherches complémentaires, à savoir l'application de différents niveaux d'uniformité en fonction du type de variété d'une même espèce (par exemple la tomate), notamment si le demandeur a affirmé que cette variété est susceptible de développer une certaine maladie (ce qui pourrait donner à penser qu'aucun effort n'a été entrepris pour améliorer la résistance de cette variété). Toutefois, il convient de vérifier si ce principe est conforme aux principes de l'UPOV. L'Office va donc rédiger un document sur cette option qui sera abordée lors de la session 2012 du groupe de travail technique sur les plantes potagères de l'UPOV (TWW).

Selon les protocoles de l'OCW, deux périodes de culture indépendantes sont normalement nécessaires pour réaliser un examen technique. Traditionnellement, cela a été interprété comme deux ensemencements successifs d'une variété candidate, normalement sur des années différentes au même endroit. Toutefois, deux des principaux offices d'examen pour les espèces potagères, le Naktuinbouw aux Pays-Bas et le GEVES en France, ont mis en œuvre des procédures pour réaliser des tests DHS «parallèles» pour certaines espèces potagères pour lesquelles une demande d'inscription sur une liste nationale a été déposée, appliquant ainsi de façon différente le principe mis en évidence dans les protocoles de l'OCW. La variété candidate est semencée à deux emplacements de test distants de plusieurs centaines de kilomètres lors de la même saison de croissance. On peut ainsi considérer qu'elle a été observée sur deux périodes de croissance indépendantes. Le principal avantage de cette façon de fonctionner est que la durée de l'examen technique peut être réduite de moitié, bien que cela puisse entraîner d'autres périodes de croissance si des complications surviennent au cours de l'examen DHS ou si les informations fournies par l'obteneur sont imprécises. Les éléments rassemblés par l'OCW sur cette méthode de tests parallèles et les commentaires reçus du Naktuinbouw et du GEVES sur leurs expériences avec cette façon de travailler semblent être positifs. Il s'agit donc d'un sujet que l'OCW analysera pour déterminer s'il peut être appliqué plus généralement aux examens techniques qu'il doit organiser pour les espèces potagères, fournissant ainsi un meilleur service aux obtenteurs en réduisant de façon significative la durée globale de la procédure de demande de protection communautaire des obtentions végétales.



Essais DHS sur des tomates, Pays-Bas



Lactuca sativa L.



Essais DHS sur des tomates, France



Pisum sativum L.

L'OCW a été informé du fait que certains obtenteurs d'espèces potagères introduisent de plus en plus de demandes de brevets au sein de l'UE pour certaines caractéristiques, telles qu'une nouvelle résistance à une maladie pour une espèce spécifiée. Bien que le développement de nouvelles résistances aux maladies soit une évolution salubre pour les cultivateurs et les consommateurs, ces dépôts de brevets pourraient entraîner une situation dans laquelle leur utilisation par d'autres obtenteurs d'espèces potagères serait strictement restreinte. Cela pourrait alors signifier que le détenteur du brevet a presque le monopole de la nouvelle caractéristique obtenue, ce qui pourrait fortement réduire la concurrence au niveau de la création de nouvelles variétés pour cette espèce et avoir un impact négatif sur la nécessité de demander la protection communautaire des obtentions végétales pour de telles variétés. Certaines entreprises semencières, ainsi que l'ESA, ont fait part de leurs inquiétudes face à un tel scénario et cherchent à savoir si le Parlement européen peut insérer une exemption pour les obtenteurs (comme c'est le cas pour la protection des obtentions végétales) dans la législation européenne relative aux brevets. L'objectif de cette demande serait de sauvegarder l'utilisation de telles caractéristiques par d'autres pour le développement de nouvelles variétés, ce dont bénéficierait ainsi l'ensemble de la société. L'OCW suivra de près les développements dans ce domaine et cherchera également à développer une collaboration plus étroite avec l'Office européen des brevets pour éviter les conflits entre les deux systèmes de protection de la propriété intellectuelle.

Avant la fin de l'année 2011, l'OCW a pu offrir aux obtenteurs la possibilité d'introduire des demandes de façon électronique pour les 19 principales espèces du secteur potager, une opportunité saisie dans 49 % de l'ensemble des demandes de protection communautaire des obtentions végétales en 2011, faisant ainsi du secteur potager un de ceux qui utilisent le plus le dépôt électronique des demandes parmi les quatre secteurs de culture de l'Office. L'OCW permettra le dépôt électronique des demandes pour d'autres espèces potagères au cours de l'année 2012.



Prunus armeniaca L.



Conduite d'arbres fruitiers, Japon

11.1.4. Espèces fruitières

Le nombre de demandes de PCOV portant sur des variétés fruitières a légèrement diminué pour atteindre 178 en 2011. Comme les années précédentes, les trois espèces les plus populaires étaient dans l'ordre la pêche, la fraise et la pomme. Le nombre de demandes a décliné pour la pêche et augmenté de façon notable pour la fraise par rapport à 2010.

Les discussions avec les parties prenantes du secteur fruitier ont progressé en 2011 en ce qui concerne la façon d'optimiser l'examen DHS pour ce secteur. Un ensemble de cinq espèces fruitières importantes a été identifié et pourrait servir de base à un projet de recherche et de développement avec les offices d'examen mandatés pour ces espèces qui étudieraient les éventuelles différences de résultats entre les premier et deuxième cycles fruitiers satisfaisants pour des variétés ayant réussi l'examen DHS ces dernières années. L'objectif serait de déterminer si les différences entre ces deux cycles fruitiers sont significatives par rapport au résultat du rapport final d'examen et à la déclaration sur la distinction, l'homogénéité et la stabilité de la variété candidate. Si le projet devait montrer que, dans la plupart des cas, ces différences ne sont pas significatives, l'OCV pourrait étudier la possibilité d'un seul cycle fruitier obligatoire pour les variétés candidates ne présentant aucune difficulté en ce qui concerne leur distinction, leur homogénéité et leur stabilité. Bien qu'une telle approche soit faisable pour les variétés fruitières issues de croisement, il pourrait toujours être nécessaire d'avoir au moins deux cycles fruitiers satisfaisants pour les variétés mutantes (par exemple la pomme).

Le nombre croissant d'offices d'examen habilités pour plusieurs espèces fruitières signifie que l'examen DHS de ces espèces a été «décentralisé». Bien que cela offre aux demandeurs un plus grand choix d'endroits pour l'examen DHS, cela peut également devenir une source de confusion, car, pour des raisons climatiques, ces différents offices d'examen ont des périodes de soumission de matériel végétal différentes. Pour harmoniser la situation, un accord a été trouvé entre les offices d'examen habilités pour définir des dates de clôture communes pour la réception de nouvelles demandes, tout en maintenant leurs périodes de soumission de matériel végétal. Cette harmonisation permettra de garantir que toutes les demandes reçues par l'OCV avant une certaine date, pour une espèce fruitière donnée, commenceront l'examen DHS lors du même cycle de culture, quel que soit l'endroit où le test a lieu. Ces nouvelles dates de clôture

harmonisées seront communiquées aux demandeurs pour les espèces fruitières au début de l'année 2012 afin qu'elles puissent entrer en vigueur pour la période de soumission 2012/2013.

Alors que les techniques biomoléculaires ne sont pas utilisées lors des examens DHS réalisés pour l'OCW, un nombre croissant de demandeurs pour les espèces fruitières et de détenteurs de titres utilise des empreintes ADN pour mettre en œuvre leur protection communautaire des obtentions végétales. L'expérience a montré qu'une procédure classique doit prévoir un laboratoire spécialisé qui prélève un échantillon du matériel végétal (par exemple des feuilles) sur des plantes de la variété subissant l'examen DHS dans l'office d'examen mandaté ou, en cas de variétés protégées, sur des plantes de la collection de référence de l'office d'examen qui a réalisé l'examen DHS. L'OCW permet que de tels échantillons soient prélevés sur le matériel végétal qui a subi l'examen technique dans la mesure où il se trouve dans la collection de référence de l'office d'examen, pour autant qu'une demande officielle soit introduite par le demandeur/détenteur du titre de la variété en question. L'empreinte ADN de l'échantillon végétal officiel peut ensuite être comparée à l'empreinte ADN de plantes qui font l'objet d'une violation présumée des droits. Si les deux parties concernées ne trouvent pas d'accord à l'amiable, l'affaire peut ensuite être portée devant la justice par le demandeur/détenteur du titre de la variété. L'OCW a appris que certains cas de violation de la protection communautaire des obtentions végétales pour des variétés fruitières ont déjà été jugés (notamment en Espagne) et que les jugements rendus étaient presque toujours en faveur du détenteur du titre, avec une sanction financière importante pour le contrevenant. L'OCW pense que de telles actions démontrent l'importance de la mise en œuvre de la protection communautaire des obtentions végétales une fois qu'elle a été octroyée de façon effective, notamment en ce qui concerne les arbres fruitiers pour lesquels l'examen DHS peut durer plusieurs années et parce que l'infraction peut avoir eu lieu pendant la période de protection provisoire entre la date de publication de la demande et la date à laquelle la protection est octroyée.

L'OCW a organisé sa toute première journée portes ouvertes pour les espèces fruitières avec le GEVES/l'INRA dans la région d'Avignon le 15 juin 2011. L'événement a rassemblé quelque 50 parties prenantes et a abordé, au cours de la session matinale, différentes évolutions en matière d'obtentions et d'examen DHS dans le secteur fruitier. L'après-midi était consacré à une visite des champs d'essais français et des collections de référence de pêcheurs et d'abricotiers,



Cucumis melo L.



Journée portes ouvertes pour les espèces fruitières, juin 2011, GEVES, Cavaillon, France

afin de permettre aux participants de mieux comprendre la façon dont l'examen DHS est réalisé pour les variétés de ces espèces, ainsi que pour discuter de la manière d'améliorer leurs examens techniques.

11.1.5. Origine des demandes

Depuis sa fondation, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes provenant de plus de 50 pays. Toutes ces années ou presque, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues provenait des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays dans le secteur des obtentions. Il est suivi d'assez loin par l'Allemagne, les États-Unis et la France. En 2011, seules des fluctuations mineures de l'origine des demandes ont été relevées. La carte ci-dessous présente une vue d'ensemble du nombre de demandes reçues en provenance des différents pays européens en 2011.



Le tableau 3 présente le nombre de demandes émanant des 10 principaux pays hors UE.

Tableau 3 — Les 10 principaux pays hors UE d'où provenaient les demandes de PCOV en 2011

Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2011
États-Unis	412
Suisse	113
Israël	44
Thaïlande	43
Japon	42
Australie	30
Nouvelle-Zélande	26
Taiwan	17
Afrique du Sud	4
Chine	2

11.2. Octrois des protections

En 2011, l'Office a octroyé 2 585 titres de protection communautaire. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2011) est publiée en annexe du présent rapport annuel.

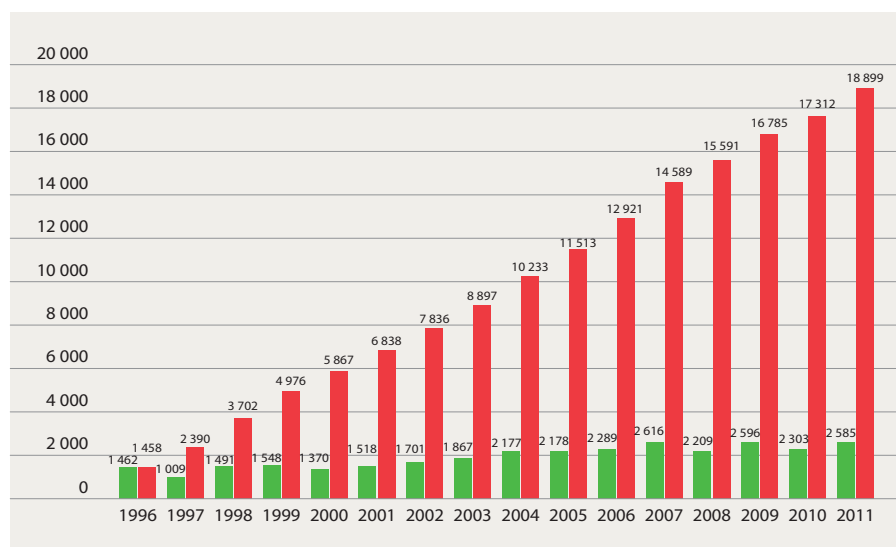
À la fin de l'année 2011, 18 899 protections communautaires étaient en vigueur. Le graphique 13 montre le nombre de titres octroyés par année entre 1996 et 2011 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

Le développement du nombre de titres de protection communautaire d'obtentions végétales en vigueur doit être considéré en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 14). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre d'abandons. Dans la mesure où les variétés plus anciennes sont remplacées par

Graphique 13

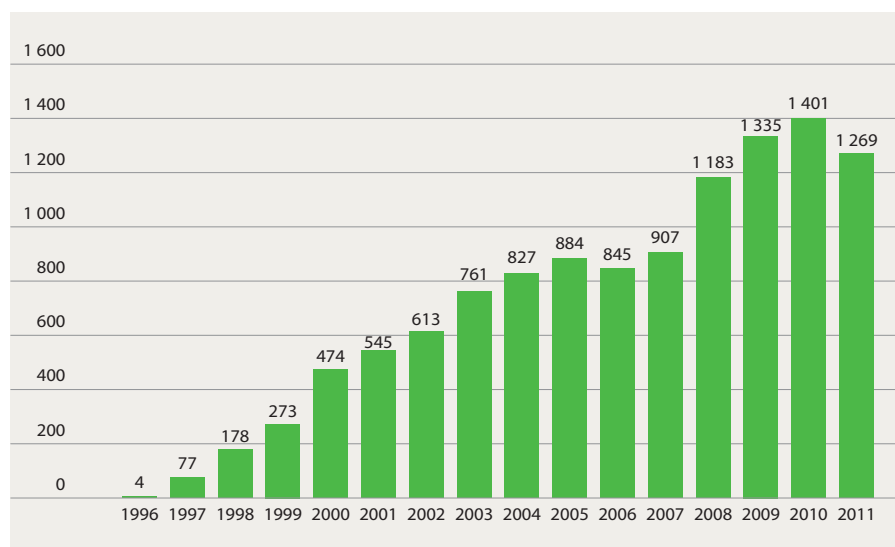
Titres de protection communautaire octroyés et droits en vigueur à la fin de chaque année (1996-2011)

■ Titres octroyés
■ Variétés protégées à la fin de chaque année



Graphique 14

Nombre d'abandons de titres de protection communautaire d'obtentions végétales (1996-2011)



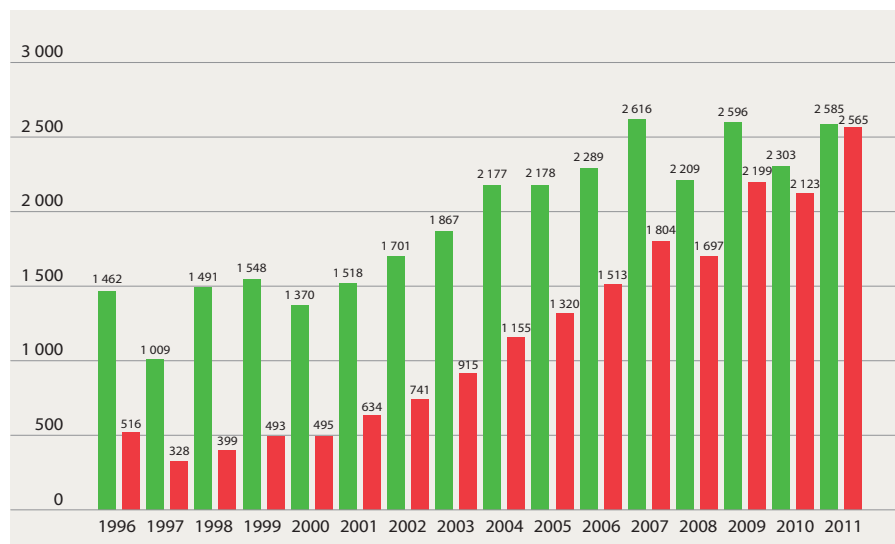
de nouvelles variétés, le nombre d'abandons devrait approcher le nombre des demandes. L'augmentation régulière des abandons n'est donc pas surprenante. Toutefois, en 2011, une baisse importante des abandons a été observée, ce qui révèle que les détenteurs de titres ont décidé, en général, de conserver leurs variétés protégées plus longtemps.

Le graphique 15 présente le nombre de protections octroyées au cours de la période allant de 1996 à 2011 et qui sont toujours en vigueur au 31 décembre 2011. De nombreuses protections sont abandonnées après quelques années. Le système de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas encore assez ancien pour pouvoir déterminer le nombre de variétés dont la protection ira bel et bien jusqu'à son terme, c'est-à-dire vingt-cinq ou trente ans. Toutefois, les chiffres laissent entendre qu'il s'agira d'un faible pourcentage de l'ensemble des variétés ayant fait l'objet d'une protection. Ils suggèrent également que la période actuelle de protection est globalement plutôt bien adaptée aux besoins des obtenteurs, sans exclure toutefois la possibilité que certaines espèces soient dans des situations particulières.

Graphique 15

Nombre de protections octroyées chaque année de 1996 à 2011 et toujours en vigueur au 31 décembre 2011

■ Nombre de protections octroyées
■ Nombre de protections en vigueur





Essais DHS sur *Clematis* L., Royaume-Uni



Malus Mill.

À la fin de l'année 2011, sur les 30 919 protections accordées au total, 18 899 (61 %) étaient toujours actives. Le tableau 4 montre que les variétés fruitières sont généralement protégées plus longtemps et que, dans chaque secteur de culture, la situation varie d'une espèce à l'autre. De nombreuses raisons peuvent expliquer ce phénomène, telles qu'un changement des préférences des consommateurs, les tendances en matière d'obtention, des différences d'intensité dans les activités d'obtention ou le temps et les dépenses nécessaires pour développer de nouvelles variétés.

Tableau 4 — Pourcentage des protections octroyées toujours en vigueur

Secteur de culture	Espèce	Proportion
Agricole		63 %
	<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	56 %
	<i>Zea mays</i> L.	59 %
	<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	62 %
	<i>Solanum tuberosum</i> L.	70 %
	<i>Festuca rubra</i> L.	89 %
Potager		70 %
	<i>Cichorium endivia</i> L.	46 %
	<i>Lactuca sativa</i> L.	61 %
	<i>Lycopersicon esculentum</i> Mill.	79 %
	<i>Capsicum annuum</i> L.	85 %
	<i>Daucus carota</i> L.	92 %
Ornemental		57 %
	<i>Gerbera</i> L.	25 %
	<i>Chrysanthemum</i> L.	51 %
	<i>Rosa</i> L.	53 %
	<i>Phalaenopsis</i> Blume	77 %
	<i>Clematis</i> L.	95 %
Fruitier		83 %
	<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	70 %
	<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	81 %
	<i>Malus domestica</i> Borkh.	85 %
	<i>Prunus avium</i> (L.) L.	92 %
	<i>Prunus domestica</i> L.	94 %

11.3. Examens techniques

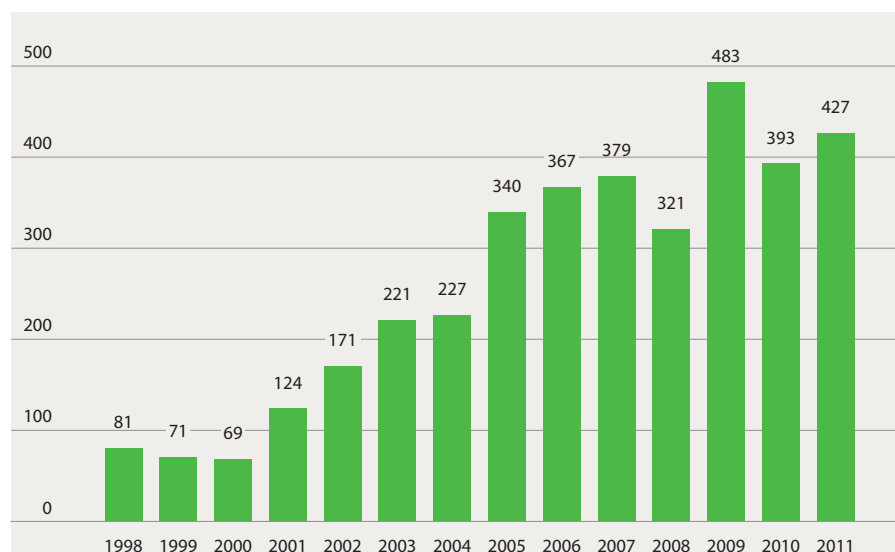
En 2011, l'OCW a réalisé 1 987 examens techniques, soit 131 de plus qu'en 2010. Cette augmentation est liée à l'augmentation du nombre des demandes. Pour les espèces potagères et agricoles, un grand nombre d'examen techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. Si ces examens techniques ont été réalisés par un office d'examen mandaté, l'OCW peut baser sa décision d'accorder la protection communautaire des obtentions végétales sur un examen technique réalisé dans le cadre d'une demande nationale.

11.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales de nombreux pays du monde entier fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCW (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 16 montre le nombre de rapports que l'Office a mis à la disposition d'autres autorités nationales.

Graphique 16

Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des obtentions végétales (1998-2011)



À la fin de 2011, l'Office avait vendu 3 674 rapports techniques à 49 pays. Pendant cette année, l'Amérique du Sud est restée la région introduisant le plus de demandes de rapports, suivie par l'Afrique (tableau 5). En général, la plupart des demandes concernent des variétés du secteur ornemental.

L'Office a adopté une approche flexible concernant la taxe convenue dans le cadre de l'UPOV pour la mise à disposition des rapports: les pays demandeurs peuvent soit payer cette taxe directement à l'OCW, soit laisser l'Office envoyer la facture au demandeur dans son pays. Le rapport est toujours envoyé aux autorités nationales.

Tableau 5 — Liste des 10 principaux pays ayant acheté des rapports techniques DHS à l'OCV (1998-2011)

Pays	Nombre de rapports achetés
Israël	534
Brésil	374
Équateur	353
Colombie	309
Suisse	302
Kenya	240
Norvège	215
Canada	202
Nouvelle-Zélande	195
France	156

11.3.2. Relations avec les offices d'examen

11.3.2.1. Quinzième réunion annuelle avec les offices d'examen

En décembre 2011, l'OCV a organisé sa quinzième réunion annuelle avec ses offices d'examen, à laquelle ont également participé des représentants de la Commission européenne, du bureau de l'UPOV et des organisations professionnelles d'obteneurs, la Ciopora, l'ESA et, pour la première fois, Plantum, l'organisation ayant obtenu le statut d'observateur au conseil d'administration de l'Office. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- la mise à jour du bulletin spécial sur les prescriptions relatives au matériel végétal en vue de leur examen technique (bulletin S2);
- la gestion du nombre insuffisant de plantes soumises à l'examen DHS;
- le test obligatoire de résistance aux maladies pour les espèces potagères;
- l'examen DHS des variétés «modifiées»;
- des informations sur les photos soumises dans le cadre des demandes;
- la non-soumission des variétés de référence;
- les informations à fournir sur les rapports et les descriptions variétales (version de protocole, variétés similaires);
- la communication directe entre l'office d'examen et le demandeur;



Réunion annuelle avec les offices d'examen, décembre 2011, Angers



Réunion annuelle avec les offices d'examen, décembre 2011, Angers

- la base de données Variety Finder et la zone d'accès sécurisé du site internet de l'OCV;
- la coopération dans le domaine de l'examen des dénominations variétales;
- plusieurs aspects juridiques, tels que le principe «une clé ouvre plusieurs portes», selon lequel un examen DHS serait suffisant pour l'inscription sur une liste officielle, ainsi que pour l'octroi d'une protection des obtentions végétales, l'enregistrement des variétés essentiellement dérivées et un projet sur les recommandations relatives aux dénominations variétales.

Par ailleurs, les participants ont été informés de l'avancement du système des demandes en ligne, de l'échange électronique de documents avec les offices d'examen et de la mise à jour des accords de désignation des offices d'examen.

11.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCVV

En 2011, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration ou à la révision de protocoles techniques pour les essais DHS qui ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration ou devraient être approuvés en 2012. Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: discussion sur la révision des protocoles du colza, de l'orge et du riz. Le protocole technique pour le colza a été adopté en novembre 2011; les protocoles techniques pour l'orge et le riz devraient être approuvés en 2012;
- experts en espèces fruitières: discussion sur la révision des protocoles techniques pour la pêche, le prunier japonais, la groseille à maquereaux, la groseille blanche/rouge et sur la création de nouveaux protocoles techniques pour l'amande et l'olive, qui devraient tous être approuvés en 2012;
- experts en espèces potagères: approbation, en 2011, de la révision des protocoles techniques pour l'asperge, révision partielle du protocole technique pour la laitue et le chou et nouveaux protocoles techniques pour l'aneth et le chou fourrager; discussion à la fin de l'année 2011 sur la révision des protocoles pour la tomate et l'artichaut et révision partielle du protocole pour l'épinard, qui devraient tous être approuvés en 2012;
- experts en espèces ornementales: discussion des corrections et modifications des protocoles techniques pour *Kalanchoe* et *Buddleja*.

11.3.2.3. Réunions des experts en culture

Deux réunions avec des experts agricoles se sont tenues en 2011. La première a été organisée à Cambridge (Royaume-Uni) pour finaliser la révision du protocole technique pour le colza, qui a ensuite été adoptée par le conseil d'administration (novembre 2011).

La seconde réunion a eu lieu en octobre pour préparer les révisions des protocoles techniques pour l'orge et le riz, qui devraient être adoptés en mars 2012.

La manière de tenir compte de la ségrégation des caractéristiques des hybrides trois voies dans le protocole technique de l'orge a également été abordée. Pour les variétés d'orge de printemps, il est de plus en plus difficile d'établir la distinction: les offices d'examen ont partagé leur expérience sur les nouvelles caractéristiques, ce qui pourrait permettre de résoudre ce problème.



Réunion des experts en espèces ornementales, octobre 2011, Angers



Réunion des experts en espèces agricoles, octobre 2011, Angers

Un échange de vues a eu lieu sur la façon de tester les variétés de tournesol lorsque le demandeur indique que seule une caractéristique spécifique a été modifiée par amélioration génétique (par exemple les résistances ou les caractéristiques de l'huile). La question de savoir si un examen DHS complet est nécessaire ou si le fait de se concentrer sur l'évaluation de la caractéristique modifiée est suffisant a également été abordée.

Pour le colza, l'examen des lignées parentales lorsqu'une variété hybride fait l'objet d'une demande a été évoqué. Les offices d'examen évaluent si les exigences DHS pour la variété hybride sont respectées, alors que les obtenteurs proposent que l'évaluation se base sur les lignées parentales de l'hybride.

Les offices d'examen qui ont participé au test d'étalonnage du riz pour la révision du protocole technique ont présenté leur rapport. Les résultats se refléteront dans le protocole révisé qui sera présenté au conseil d'administration pour adoption en mars 2012.

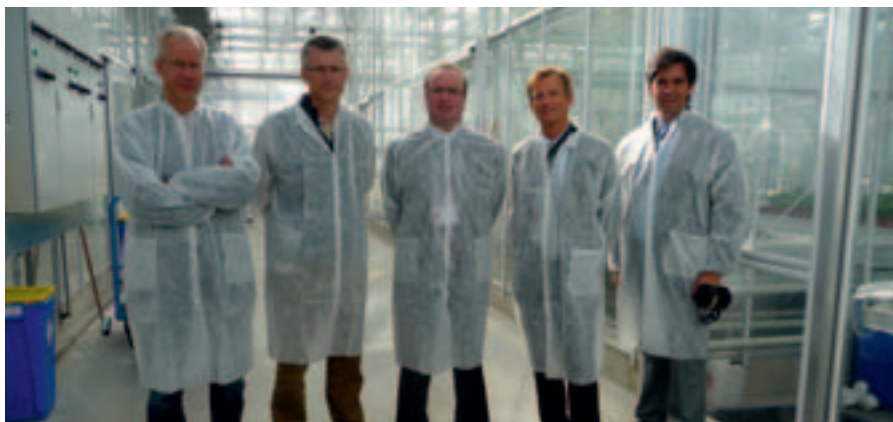
Les discussions organisées pour la préparation des protocoles techniques de l'OCW pour *Lolium* et *Festuca* ont révélé que la question de l'éventuelle infection (volontaire ou involontaire) de variétés par des endophytes doit être étudiée de plus près. Selon l'hypothèse, une infection d'endophytes a un impact sur l'expression des caractéristiques d'une variété, ce qui pourrait fausser les résultats de l'examen DHS. Cela doit être évité. Il a été décidé qu'un projet de recherche et de développement devait être mis en place pour résoudre ce problème.

Une réunion d'experts en culture fruitière a été organisée en juin pour discuter des points suivants: les nouveaux protocoles techniques et les protocoles techniques révisés dans le secteur fruitier; la documentation phytosanitaire et l'harmonisation des dates de clôture entre les offices d'examen habilités en fonction des espèces; les discussions en cours sur la faisabilité de la réduction de la durée et des coûts des examens techniques pour les fruits; la distinction et les distances minimales pour les mutations de la pomme; et les résultats et conclusions du projet de recherche et de développement «Gestion des collections de référence de pèchers».

Une réunion d'experts en culture ornementale a été organisée en octobre. Les discussions ont porté sur: la modification des dispositions relatives aux plantes et du calendrier pour



Clematis L.



Visite de l'OCVV au Naktuinbouw, septembre 2011, Pays-Bas

l'examen technique DHS; les informations sur les photographies soumises dans le cadre des demandes; l'utilisation d'échantillons végétaux supplémentaires; l'évaluation de l'uniformité des variétés avec les fleurs ayant subi une mutation; la communication directe entre l'office d'examen et le demandeur; et les variétés similaires cultivées lors d'un essai et mentionnées dans la description des variétés.

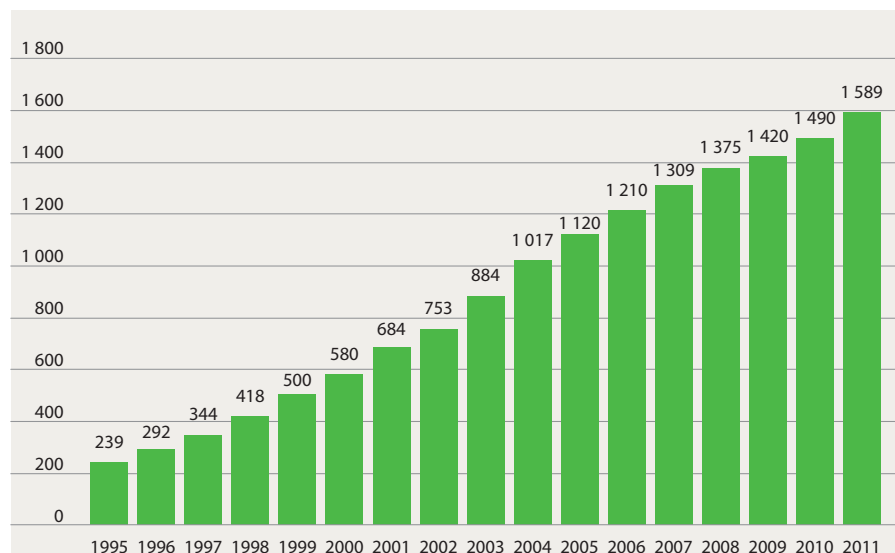
Une réunion d'experts en culture potagère a été organisée en novembre pour discuter: des protocoles mentionnés ci-dessus; des conclusions sur la mise en œuvre de certaines résistances obligatoires aux maladies pour les listes nationales; de la soumission de photographies en couleurs pour les espèces potagères; de l'éventuelle acceptation de certains traitements des semences pour des variétés potagères soumises à l'examen DHS; et de l'idée d'une liste de réserve de caractéristiques pour l'examen DHS.

11.3.2.4. Nouvelles espèces

En 2011, le conseil d'administration de l'OCV a confié aux offices d'examen habilités les taxons botaniques suivants issus de ce qu'on appelle les inventaires des nouvelles espèces. Il convient de noter à ce propos qu'à la suite de l'introduction du nouveau système d'audit

Graphique 17

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCVV a reçu des demandes de PCOV (1995-2011)



qualité, les offices d'examen indiquent à l'OCW qu'ils respectent les exigences de qualité relatives à une «nouvelle espèce» donnée. En conséquence, l'OCW n'effectue aucune sélection des offices d'examen lorsqu'il prépare une proposition d'habilitation pour le conseil d'administration. Le tableau suivant montre les taxons botaniques pour lesquels de nouveaux offices d'examen ont été habilités en vue de réaliser l'examen technique. Le graphique 17 montre l'évolution du nombre de taxons pour lesquels l'Office a reçu des demandes de protection communautaire des obtentions végétales.

Taxon botanique	Office d'examen habilité
<i>Aglaonema rotundum</i> N. E. Br. x <i>A. philippinense</i> Engl. var. <i>stenophyllum</i> (Merr.) R. N. Jervis	Naktuinbouw, NL
<i>Allium amethystinum</i> Tausch	Naktuinbouw, NL
<i>Alonsoa meridionalis</i> (L. f.) Kuntze	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Althaea officinalis</i> L.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Alyogyne hakeifolia</i> (Giord.) Alef. x <i>A. huegelii</i> (Endl.) Fryxell	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Arenaria montana</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Artemisia absinthium</i> L.	Bundessortenamt, DE
<i>Artemisia annua</i> L.	Bundessortenamt, DE
<i>Astelia chathamica</i> (Skotts.) L. B. Moore x <i>A. nervosa</i> Hook. f.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Astilbe x arendsii</i> Arends x <i>A. japonica</i> (C. Morren et Decne.) A. Gray	Naktuinbouw, NL Coboru, PL
<i>Bidens alba</i> (L.) DC. x <i>B. triplinervia</i> Kunth var. <i>macrantha</i> (Wedd.) Sherff	Bundessortenamt, DE
<i>Camellia rosthorniana</i> Hand.-Mazz.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Carthamus tinctorius</i> L.	Bundessortenamt, DE
<i>Castanea crenata</i> Siebold & Zucc.	Central Agricultural Office, HU
<i>Chenopodium quinoa</i> Willd.	Naktuinbouw, NL
<i>Chrysanthemum dichrum</i> (C. Shih) H. Ohashi & Yonek. x <i>Opisthopappus taihangensis</i> (Y. Ling) C. Shih	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Clematis x diversifolia</i> DC.	Naktuinbouw, NL Coboru, PL NIAB, UK
<i>Crassula muscosa</i> L.	Naktuinbouw, NL
<i>Delosperma cooperi</i> (Hook. f.) L. Bolus	Naktuinbouw, NL
<i>Dianthus superbus</i> L.	Naktuinbouw, NL
<i>Diplotaxis eruroides</i> (L.) DC	GEVES, FR Naktuinbouw, NL
<i>Eucalyptus camaldulensis</i> Dehnh. x <i>E. globulus</i> Labill. subsp. <i>bicostata</i> (Maiden et al.) J. B.	CRA, FRU, IT
<i>Eugenia uniflora</i> L.	NIAB, UK
<i>Fagus sylvatica</i> L.	Naktuinbouw, NL Coboru, PL NIAB, UK
<i>Gentiana pneumonanthe</i> L. x <i>G. scabra</i> Bunge	Naktuinbouw, NL
<i>Gleditsia triacanthos</i> L.	Coboru, PL NIAB, UK
<i>Gymnocalcium mihanovichii</i> (Fric et Gürke) Britton et Rose	Naktuinbouw, NL
<i>Gymnosporia diversifolia</i> Maxim.	Naktuinbouw, NL
<i>Heliconia stricta</i> Huber	Naktuinbouw, NL
<i>Jamesbrittenia carvalhoi</i> (Engl.) Hilliard	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Knautia macedonica</i> Griseb.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK

<i>Lantana montevidensis</i> (Spreng.) Briq.	Bundessortenamt, DE Central Agricultural Office, HU Naktuinbouw, NL
<i>Lechenaultia biloba</i> Lindl.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Leucadendron laureolum</i> (Lam.) Fourc.	NIAB, UK
<i>Leycesteria formosa</i> Wall.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Ligustrum ibota</i> Siebold	Central Agricultural Office, HU Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Linaria purpurea</i> (L.) Mill.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Liriodendron tulipifera</i> L.	Coboru, PL
<i>Medinilla</i> Gaudich.	Naktuinbouw, NL
<i>Monstera obliqua</i> Miq.	Naktuinbouw, NL
<i>Myriophyllum aquaticum</i> (Vell.) Verdc.	Naktuinbouw, NL
<i>Nepeta goviana</i> Benth. x <i>N. tuberosa</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Osmanthus fragrans</i> Lour.	GEVES, FR NIAB, UK
<i>Parahebe catarractae</i> (G. Forst.) W. R. B. Oliv.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Parthenocissus quinquefolia</i> (L.) Planch.	Naktuinbouw, NL Coboru, PL
<i>Peperomia argyreia</i> (Miq.) E. Morren x <i>P. rotundifolia</i> (L.) Kunth	Naktuinbouw, NL
<i>Peperomia quadrangularis</i> (J. V. Thomps.) A. Dietr. (syn. <i>P. angulata</i> Kunth) x <i>P. puteolata</i> Trel.	Naktuinbouw, NL
<i>Pernettya mucronata</i> (L. f.) Spreng. (syn. <i>Gaultheria mucronata</i> (L. f.) Hook. & Arn.)	NIAB, UK
<i>Phlox subulata</i> L.	Naktuinbouw, NL
<i>Pinus thunbergii</i> Parl.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Pistacia vera</i> L.	CRA-FRU, IT
<i>Prunus lusitanica</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Rhodanthemum</i> (Vogt) B. H. Wilcox et al.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Roscoea purpurea</i> Sm.	Naktuinbouw, NL
<i>Ruscus hypoglossum</i> L.	NIAB, UK
<i>Salix arctica</i> Pall. (syn. <i>Salix anglorum</i> Cham.)	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Salvia chamaedryoides</i> Cav. x <i>S. lycioides</i> A. Gray	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Salvia</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Salvia nana</i>	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Salvia viridis</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Seemannia purpurascens</i> Rusby x <i>S. sylvatica</i> (Kunth) Hanst.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Silphium perfoliatum</i> L.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Silybum marianum</i> (L.) Gaerth	Bundessortenamt, DE NIAB, UK
<i>Telopea speciosissima</i> (Sm.) R. Br. x <i>T. oreades</i> F. Muell.	NIAB, UK
<i>Telopea speciosissima</i> (Sm.) R. Br. x <i>T. truncata</i> (Labill.) R. Br.	NIAB, UK
<i>Teucrium x lucidrys</i> Boom	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Tibouchina granulosa</i> (Desr.) Cogn.	Naktuinbouw, NL
<i>Triticum spelta</i> x <i>T. dicoccum</i>	Bundessortenamt, DE Central Agricultural Office, HU NIAB, UK
<i>Verbascum luridiflorum</i> Hub.-Mor.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Vitex trifolia</i> L.	Naktuinbouw, NL

11.3.2.5. Participation aux salons internationaux

L'OCV considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées par les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime communautaire de protection des obtentions végétales, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux obtenteurs. En 2011, l'Office a participé à deux salons :

- à la fin de janvier 2011, l'Office a pris part au salon «IPM» (Internationale Pflanzenmesse) à Essen (Allemagne), partageant un stand avec des confrères du Bundessortenamt, l'office d'examen allemand. Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales;
- le Salon du Végétal, organisé à la fin de février à Angers (France), est un salon annuel essentiellement consacré aux producteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec le GEVES, l'office d'examen français.

En outre, en coopération avec les instituts français GEVES et INRA, l'Office a organisé une journée portes ouvertes pour les espèces fruitières dans leur centre de test dans la région d'Avignon. L'événement a été suivi par plus de 50 parties prenantes (obteneurs, représentants chargés des procédures, examinateurs) et a permis d'aborder les sujets actuels du secteur fruitier. Il a également permis aux participants de découvrir les essais français sur le terrain et la collection de référence pour la pêche et l'abricot.



Salon du Végétal 2011, Angers, France



IPM 2011, Essen, Allemagne

11.4. Agents de liaison techniques

L'OCW s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec ses offices d'examen et les offices nationaux des États membres. Par conséquent, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau d'agents de liaison responsables au niveau technique dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen.

Les principes suivants s'appliquent:

- les agents de liaison techniques sont désignés par le membre habilité du conseil d'administration;
- chaque État membre dispose d'un seul agent de liaison technique;
- les changements d'agents de liaison techniques sont communiqués à l'OCW par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCW le nom de la personne qui s'y rendra;
- les invitations aux groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCW de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été établi, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;
- l'agent de liaison technique est la personne chargée à l'échelon national de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen, etc.;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCW pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons à titre d'exemple:
 - les procédures relatives aux nouvelles espèces, pour préparer la proposition en vue de la nomination des offices d'examen au conseil d'administration,
 - les questionnaires concernant les dates de clôture, les exigences de qualité, les essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques. Des problèmes spécifiques, concernant par exemple une variété donnée, peuvent être abordés en premier lieu au niveau de l'expert en culture de l'office d'examen et de l'expert concerné au sein de l'OCW.

La version actualisée de la liste des agents de liaison techniques habilités (au 31 décembre 2011) est présentée ci-dessous:

John Austin	Executive Agency of Variety Testing Ministry of Agriculture and Food Field Inspection and Seed Control Bulgarie
Bronislava Bátorová	UKSUP Central Controlling and Testing Institute in Agriculture Variety Testing Department Slovaquie
Dimitrios Batzios	Ministry of Rural Development and Food Variety Research Institute of Cultivated Plants Grèce
John Claffey	Department of Agriculture, Food and the Marine Office of the Controller of Plant Breeders' Rights Irlande
Elena Craita Checiu	State Office for Inventions and Trademarks Roumanie
Ana Paula Cruz de Carvalho	DGADR Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos Portugal
Maureen Delia	Seeds and Other Propagation Material Unit Plant Health Directorate Agriculture and Fisheries Regulation Division Ministry for Resources and Rural Affairs Malte
Gerhard Deneken	Ministry of Food, Agriculture and Fisheries Danish AgriFish Agency Department of Variety Testing Danemark
Kees van Ettehoven	Naktuinbouw Pays-Bas
Barbara Fürnweiger	Bundesamt für Ernährungssicherheit Autriche
Zsuzanna Füstös	Central Agricultural Office Hongrie
Primož Grižon	Ministry of Agriculture, Forestry and Food Phytopathological Administration of the Republic of Slovenia Slovénie
Joël Guiard	GEVES Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences France

Sigita Juciuvienė	Ministry of Agriculture Lithuanian State Plant Service Lituanie
Sofija Kalinina	Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia State Plant Protection Service Lettonie
Marcin Król	Coboru Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych Pologne
Paivi Mannerkorpi	Commission européenne Direction générale de la santé et des consommateurs, unité E.2 «Santé des végétaux» Belgique
Kyriacos Mina	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment Agricultural Research Institute Chypre
Kaarina Paavilainen	Finnish Food Safety Authority Evira Finlande
Laima Puur	Agricultural Board Estonie
Mara Ramans	Food and Environment Research Agency (FERA) Royaume-Uni
Beate Rücker	BSA Bundessortenamt Allemagne
Radmila Safarikova	UKZUZ Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture République tchèque
Luis Salaices Sánchez	OEVV Oficina Española de Variedades Vegetales Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino Espagne
Karin Sperlingsson	Statens jordbruksverk Suède
Domenico Strazzulla	Ministero delle Politiche Agricole Alimentari e Forestali Dipartimento della Politiche Competitive del Mondo Rurale e della Qualità Italie
Camille Vanslebrouck	OPRI Office de la propriété intellectuelle Belgique
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg

11.5. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de PCOV

Depuis 2006, l'OCW participe au «programme multibénéficiaire» visant à préparer les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Ce programme a été conçu au départ pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités en 2009 et la Bosnie-Herzégovine l'a fait en 2010.

Dans le cadre de ce programme, des représentants des autorités nationales de protection des obtentions végétales ont été invités à participer aux réunions d'experts en culture régulièrement organisées à l'OCW. Par ailleurs, des experts des pays candidats ont été formés au sein des offices d'examen travaillant déjà pour le compte de l'OCW. Des experts européens se sont également chargés de la formation du personnel des pays candidats.

Le programme a été interrompu pendant une grande partie de l'année 2011. C'est seulement à la fin de l'année que les pays candidats ont pu participer à la réunion des experts en espèces potagères ainsi qu'à la réunion annuelle des offices d'examen. Un nouveau programme couvrant la période jusqu'en 2014 a été approuvé par la Commission européenne.

12. DÉNOMINATIONS VARIÉTALES

12.1. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales

L'objectif de cette activité est d'améliorer l'harmonisation des décisions relatives à l'éligibilité des propositions de dénominations variétales à l'égard des titres de protection nationale des obtentions végétales, des procédures d'inscription sur les listes nationales ainsi qu'au niveau de l'OCW.

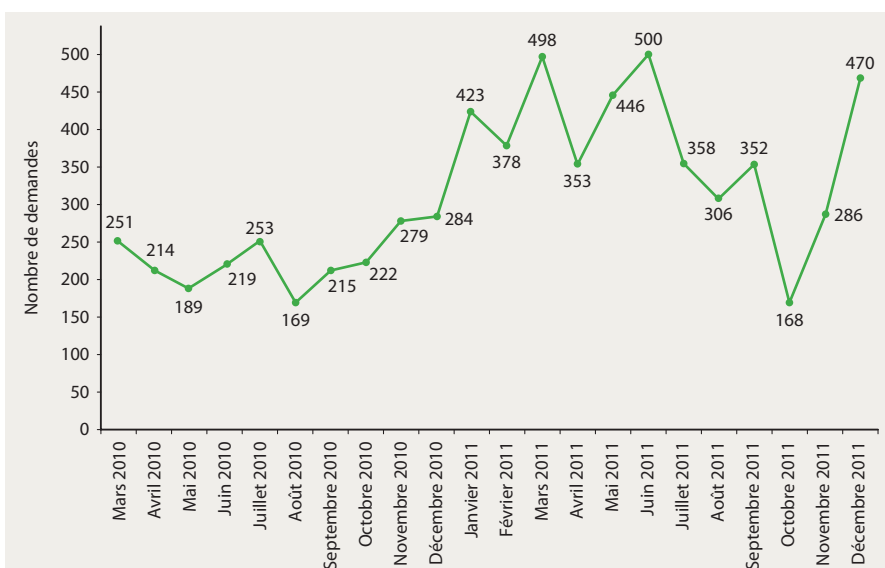
Les directives pertinentes pour la commercialisation des variétés agricoles et potagères dans l'UE renvoient d'ailleurs à l'article 63 du règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales. L'article 63 traite des critères d'éligibilité des propositions de dénominations variétales. La base juridique relative à l'éligibilité des dénominations variétales est donc unique. L'expérience a toutefois démontré que les demandeurs étaient parfois encore confrontés à des décisions incompatibles prises par différentes autorités au sujet de l'éligibilité des propositions de dénominations pour leurs variétés. C'est la raison pour laquelle l'Office a estimé qu'un système de coopération chargé de vérifier l'éligibilité des propositions de dénominations variétales assurerait une meilleure harmonisation des décisions. L'initiative de l'OCW a été confirmée par le conseil d'administration de l'OCW.

En mars 2010, l'OCW a mis en place un système internet par le biais duquel les États membres de l'UE peuvent demander des avis à l'OCW avant de publier une proposition officielle de dénomination en vue de la protection des obtentions végétales ou de l'inscription sur les listes nationales. En cas d'avis contradictoires, des échanges de points de vue peuvent avoir lieu mais la décision reste dans les mains de l'autorité auprès de laquelle la demande d'enregistrement de la variété a été déposée.

En dépit de fluctuations, une forte hausse globale du nombre de demandes d'avis a été enregistrée en 2011 avec plus de 4 500 demandes contre 2 300 en 2010 (graphique 18).

Graphique 18

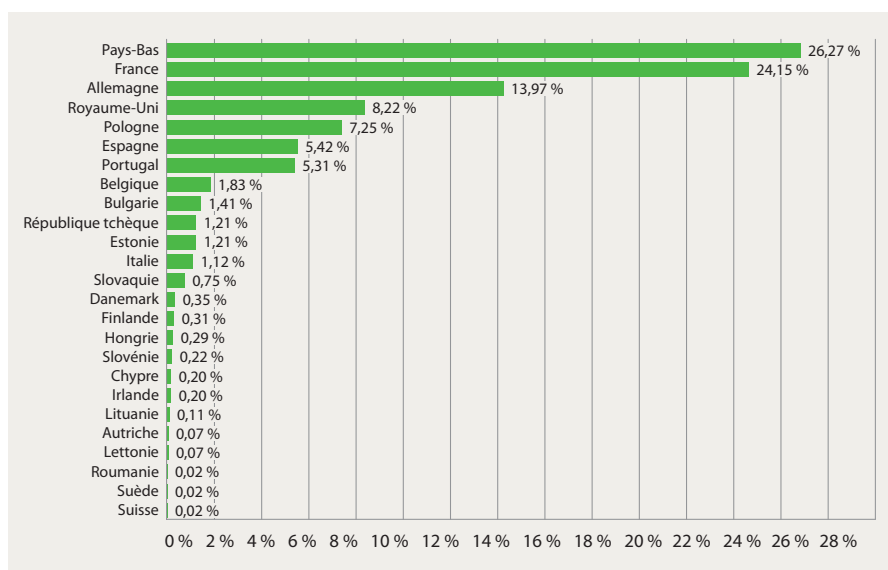
Évolution du nombre mensuel de demandes d'avis depuis le début du projet



Le nombre de pays participant au système a également augmenté, 25 d'entre eux ayant bénéficié des avis de l'OCW en 2011. La Norvège et la Suisse ont également fait part de leur intérêt pour une participation au système et cette demande a été acceptée en tenant compte du lien de ces pays avec le système de commercialisation des espèces agricoles et potagères au sein de l'UE (graphique 19). Toutefois, tous les États membres de l'UE n'ont pas encore inclus de telles demandes d'avis dans leurs procédures de routine et l'Office espère les convaincre de le faire en 2012.

Graphique 19

Pourcentage des demandes d'avis
par pays en 2011

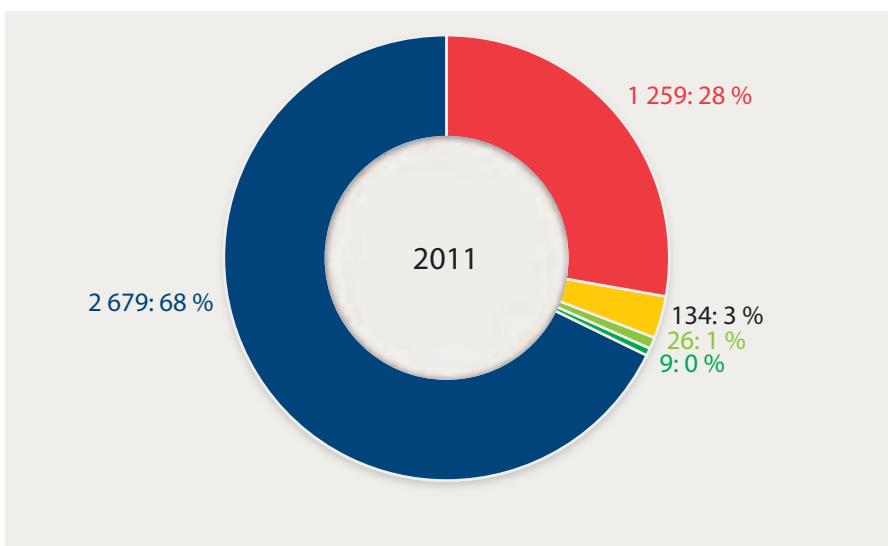


Les utilisateurs réguliers du système ont indiqué qu'ils appréciaient ce service, qui ne retarde pas leur procédure interne. En 2011, 68 % des avis ont été donnés dans les 24 heures suivant la demande et 96 % dans la semaine (graphique 20).

Graphique 20

Temps de traitement global
pour l'émission d'avis en 2011

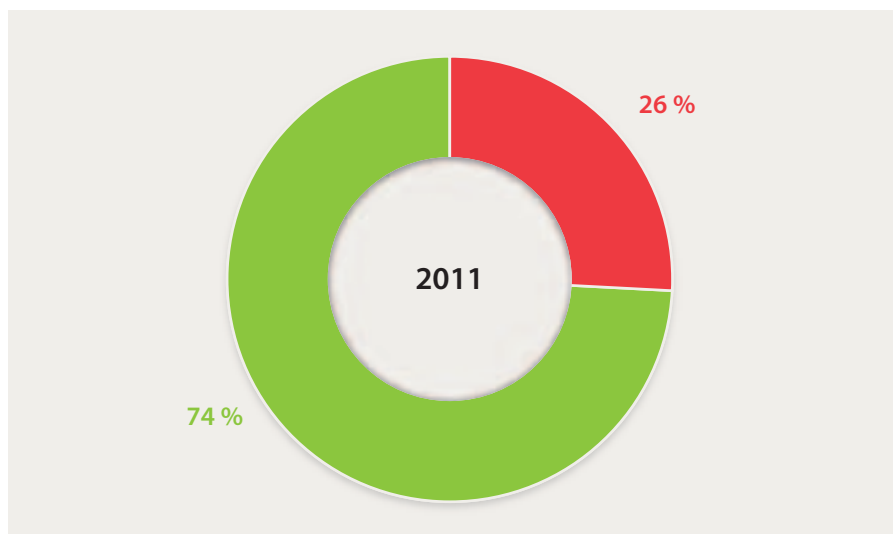
- Total des analyses dans les 24 heures
- Total des analyses, entre 2 et 5 jours ouvrables
- Total des analyses, entre 6 et 10 jours ouvrables
- Total des analyses, entre 11 et 15 jours ouvrables
- Total des analyses, plus de 16 jours ouvrables



Graphique 21

Proportion des observations
dans les avis donnés en 2011

■ Pas d'observation
■ Observation



26 % des demandes d'avis ont donné lieu à des observations, dont la plupart étaient liées à des aspects de similarité ou de confusion (graphique 21).

12.2. Éventuelles évolutions des règles relatives à l'éligibilité des dénominations variétales

L'OCW a, à plusieurs reprises, reçu des commentaires de certaines parties prenantes indiquant que l'interprétation de ces règles par l'OCW était perçue comme trop stricte ou manquant de clarté. C'est pourquoi l'Office a proposé d'organiser une réunion le 11 mai 2011 à Bruxelles pour informer les parties prenantes des considérations prises en compte par l'Office dans le cadre de l'interprétation des règles applicables. Les membres du conseil d'administration, les agents de liaison techniques, la Commission européenne et les associations d'obteneurs, l'ESA, la Ciopora et Plantum ont été invités à cette réunion. La Commission européenne y a participé, sept États membres étaient représentés et toutes les associations d'obteneurs ont pris part à la réunion, accompagnées de 14 obteneurs.

La présentation de l'Office a été illustrée par des cas récents gérés par l'OCW dans le cadre de ses propres procédures ou dans le cadre de sa coopération accrue avec les États membres. Des échanges de points de vue ont eu lieu, des propositions concrètes ont été faites et il a été conclu que les interprétations des règles faites par l'Office devaient être plus claires et plus transparentes.

L'Office travaille actuellement sur un document qui tient compte de toutes les propositions formulées. Dans certains cas, leur mise en œuvre nécessitera une modification des recommandations et du règlement (CE) n° 637/2009 de la Commission. Dans d'autres cas, une modification des notes explicatives relatives aux recommandations sera suffisante et sera présentée au conseil d'administration.

Lors de cette première réunion, il a été indiqué que tous les États membres devaient utiliser le système de coopération renforcée qui permet également d'inclure des propositions de dénominations qui sont sujettes à une demande d'avis dans la base de données Variety Finder de l'OCW. Il s'agit d'un des points clés de l'harmonisation de l'interprétation des dispositions définies dans les recommandations sur les dénominations entre l'OCW et les autorités nationales.

13. APPLICATION DU DROIT D'OBTENTEUR

13.1. Séminaires

Ces dernières années, l'Office a organisé des séminaires sur l'application du droit d'obtenteur de variétés végétales à Bruxelles (2005), à Varsovie (2006), à Madrid (2007), à Sofia et à Bucarest (2008), à Athènes (2010) et, dernièrement, à Hambourg le 25 mai 2011, en étroite collaboration avec les organisations d'obteneurs, la Ciopora (Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée), l'ESA (Association européenne des semences) et le BSA (Bundessortenamt).

Ce dernier séminaire avait pour objectif de partager des informations et des expériences sur la mise en œuvre de la protection des obtentions végétales en Allemagne et dans les pays voisins, notamment les États scandinaves et baltes.

Environ 100 participants ont assisté à ce séminaire (dont 50 % étaient allemands), notamment des professionnels de la propriété intellectuelle spécialisés dans la protection des variétés végétales, mais également des obtenteurs, des agriculteurs, des sociétés commerciales, des avocats, des juges et des représentants gouvernementaux. Ils ont partagé des informations et des expériences associées à la mise en œuvre de la protection des obtentions végétales.

Toutes les présentations faites au cours des séminaires sont publiées sur le site internet de l'Office.

Par le passé, les séminaires sur la mise en œuvre de la protection des obtentions végétales organisés par l'OCW ont toujours été de grands succès et très appréciés par les participants. De nouveaux séminaires sont prévus pour les années à venir.



Séminaire sur l'application du droit d'obtenteur, mai 2011, Hambourg, Allemagne



Séminaire sur l'application du droit d'obtenteur, mai 2011, Hambourg, Allemagne

13.2. Base de données contenant les décisions de justice relatives à la protection des obtentions végétales (PCOV)

L'un des défis dans l'application du droit d'obtenteur est que la procédure légale peut se révéler assez complexe, de même que l'interprétation du droit dans ce domaine. L'étude de la jurisprudence est souvent utile au moment d'interpréter le droit et les instruments de procédure disponibles. C'est pourquoi l'Office a créé une base de données, disponible sur son site internet, contenant la jurisprudence des décisions rendues par les tribunaux de l'Union européenne dans les affaires relatives aux droits des obtenteurs des variétés végétales. Les textes complets des arrêts, dans leur langue d'origine, ainsi qu'un résumé en anglais, peuvent être téléchargés depuis cette base de données. Un moteur de recherche permettant de trouver plus facilement les décisions pertinentes est également disponible.

En 2011, plusieurs nouveaux cas ont été ajoutés à la base de données. L'Office travaille avec un contributeur de chaque État membre qui lui fournit les dernières décisions. À cet égard, nous souhaitons exprimer nos remerciements particuliers à notre contributeur espagnol, M. Enrique Ayllon, qui a fourni à l'Office de nombreux cas espagnols depuis la mise en œuvre de cette base de données.

14. DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATIQUE

En 2011, l'OCW a mis au point plusieurs outils destinés à un usage tant interne qu'externe.

14.1. Demandes en ligne

En 2011, le nombre de questionnaires techniques disponibles pour les demandes en ligne a été porté à 98, avec notamment quatre questionnaires techniques généraux pour les espèces ornementales, couvrant ainsi plus de 140 espèces.

Le nombre de demandes est en croissance constante depuis le lancement du système, avec plus de 50 % des demandes soumises par des moyens électroniques en septembre et décembre 2011. Le nombre total de demandes en ligne depuis le lancement du système a atteint 1 395 au 31 décembre 2011.

Une mise à jour du programme a été effectuée en septembre en vue d'ajouter des fonctions supplémentaires, notamment la possibilité de prévoir des questions conditionnelles, ce qui réduit la taille des questionnaires lorsque c'est possible. Elle a été mise en œuvre pour le formulaire de demande et sera progressivement ajoutée dans les questionnaires techniques lorsque cela sera jugé nécessaire et utile.

Demande en ligne — Formulaire de demande pour Rosa L.

En parallèle, un projet pilote a été lancé pour étudier la possibilité de partager le système de demande électronique avec les offices nationaux. À cet égard, un groupe de travail a été créé avec deux offices nationaux (le GEVES en France et le Naktuinbouw aux Pays-Bas) pour proposer des possibilités de demande en ligne pour quelques espèces pilotes.

14.2. Échange électronique de documents avec les offices d'examen de l'OCVV

Au début de l'année 2011, l'OCW a mis en œuvre une solution pour publier, dans une zone à accès restreint de son site internet, des documents associés à l'organisation d'examens techniques ou de reprises de rapports des offices d'examen.

Au cours de l'année, l'OCW a réalisé une étude pour améliorer la situation actuelle, qui permet uniquement d'envoyer les documents électroniques dans une seule direction (de l'OCW vers les offices d'examen). L'étude a démontré que des solutions interentreprises pouvaient être développées en utilisant des plates-formes d'échange, avec l'éventuelle intégration de ces solutions dans le système d'information existant de l'OCW.

Une étude pilote avec cinq offices d'examen de l'OCW (Allemagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni, avec l'Espagne en tant qu'observateur) a été lancée à la fin de l'année 2011, en vue d'utiliser une plate-forme d'échange entre les partenaires pour échanger différents documents électroniquement (bons de commande, factures, rapports techniques, etc.). Les conclusions de cette expérience pilote devraient être disponibles avant la fin de l'année 2012.

15. COOPÉRATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ ET DES CONSOMMATEURS

Les comités suivants sont organisés de manière plus ou moins régulière par la Commission européenne. Des agents de l'Office assistent à ces réunions en tant qu'observateurs, au cas où les points à l'ordre du jour présenteraient un intérêt pour l'Office.

15.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2011.

15.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers

Ce comité s'est réuni à six reprises à Bruxelles en 2011, et des agents de l'Office ont assisté à deux réunions.

Tout au long de l'année 2011, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- les informations complémentaires de la Commission et les discussions associées sur l'analyse de la législation relative aux semences et aux plants, notamment la consultation publique du document «Option et analyse» pour l'évaluation de l'impact de l'analyse relative aux semences et aux plants;
- la présentation par la Commission d'un prototype de nouvelle application internet de la base de données des catalogues communs de variétés des espèces agricoles et potagères;
- les informations sur la présentation des porte-greffes dans le catalogue commun des variétés des espèces potagères;
- la discussion sur une proposition de directive de la Commission modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE de la Commission établissant des modalités d'application de l'article 7 des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE du Conseil respectivement, relativement aux caractéristiques devant être couvertes au minimum par l'examen et les conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces agricoles et potagères;
- les discussions associées à la mise en œuvre des directives 2008/62/CE et 2009/145/CE de la Commission sur les variétés de conservation et les variétés amateur;
- les discussions sur le programme de travail de la Commission pour 2012.

15.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2011.

15.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes de genres et espèces de fruits

La directive 2008/90/CE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits a été adoptée le 29 septembre 2008 et doit être mise en œuvre par la Commission.

Un des principaux aspects de cette directive est l'obligation d'enregistrer officiellement les variétés des plantes fruitières pour leur commercialisation au sein de l'UE, et ce à partir du 1^{er} octobre 2012. La directive indique également que les variétés fruitières bénéficiant de la protection communautaire des obtentions végétales seront automatiquement autorisées pour la commercialisation au sein de l'UE, sans autre enregistrement.

La mise en œuvre de cette directive a été discutée au sein de plusieurs comités permanents et groupes de travail depuis son adoption. Deux réunions du comité permanent ont eu lieu en 2011, ainsi que deux réunions du groupe de travail. L'OCV a participé aux réunions et a suivi l'évolution des discussions de près, notamment sur des aspects associés à l'examen DHS et à la pertinence des dénominations variétales proposées. L'Office a régulièrement communiqué ses points de vue à la Commission à cet égard.

15.5. Groupes de travail du Conseil

Invité par la direction générale (DG) de la santé et des consommateurs à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCV a participé aux groupes de travail suivants du Conseil:

- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif et comité administratif et juridique);
- questions agricoles.



Visite de la DG Santé et consommateurs à l'OCV, février 2011



Visite de la DG Santé et consommateurs à l'OCV, février 2011

15.6. Visite de l'OCVV par une délégation de la direction générale de la santé et des consommateurs

Le 22 février 2011, une délégation de haut niveau de la DG Santé et consommateurs a rendu visite à l'OCV. L'objectif de cette visite était de permettre aux nouveaux membres du personnel de la DG Santé et consommateurs qui devront gérer des sujets associés à la protection des variétés végétales de découvrir les tâches et les défis de l'OCV. En outre, les possibilités de futurs transferts de tâches de la Commission vers l'OCV ont été explorées. La délégation a saisi l'opportunité offerte par cette journée pour visiter la station d'essai de l'office d'examen français, le GEVES, à Brion.

16. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

16.1. Contacts avec les organisations d'obteneurs

L'OCW entretient des relations régulières avec les organisations d'obteneurs de variétés végétales qui représentent les utilisateurs du système européen: la Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée (Ciopora), l'European Seed Association (ESA), qui représente les obtenteurs de variétés agricoles et potagères au niveau européen, et Plantum, une association pour le secteur du matériel de reproduction des plantes. Les représentants des organisations prennent part à toutes les réunions d'experts techniques pertinentes organisées par l'Office. Les organisations participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCW pour diffuser des informations sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Afin de permettre aux organisations de faire connaître leurs points de vue sur les questions devant être examinées par le conseil d'administration, une délégation de l'OCW et du conseil d'administration a l'habitude de se réunir avec des représentants des organisations d'obteneurs peu de temps avant chaque réunion du conseil d'administration.

Pendant l'année visée par le rapport, l'OCW a assisté aux réunions annuelles de la Ciopora et de l'ESA, respectivement à Rome (Italie) et à Budapest (Hongrie).

16.2. Contacts avec l'UPOV

L'OCW participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.

En tant que membres de la délégation de l'Union européenne, les agents de l'OCW ont participé en 2011 aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités suivants de l'Union internationale:

- conseil de l'UPOV;
- comité administratif et juridique;



Les secrétaires généraux de la Ciopora et de l'ESA, Edgar Krieger et Garlich von Essen



Le vice-secrétaire général de l'UPOV, Peter Button, et le président de l'OCW, Martin Ekvad

- comité technique;
- comité consultatif;
- comité éditorial élargi;
- groupes de travail techniques [plantes agricoles, plantes potagères, plantes fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers, groupe de travail sur les méthodes biochimiques et moléculaires, notamment les profils ADN (BMT)];
- groupe consultatif du comité juridique et administratif.

L'OCW a également collaboré au cycle de formation destiné aux pays d'Amérique latine et consacré à la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales, organisé par l'UPOV, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les autorités espagnoles à Montevideo (Uruguay) au mois de décembre.

Le vice-secrétaire général de l'UPOV participe à la plupart des réunions du conseil d'administration de l'OCW. Le personnel de direction du bureau de l'UPOV assiste également régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCW qui traitent des aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCW a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, l'OCW a échangé des informations avec l'UPOV lors du développement de sa base de données centralisée sur les dénominations variétales afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (base de données PLUTO et UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales pour lesquelles une protection a été octroyée ou qui font l'objet d'une demande de protection, de même que sur celles qui sont intégrées dans les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données centralisée de l'OCW repose sur un système de codes attribués aux noms botaniques qui sont arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays membres de l'UPOV mais non membres de l'UE, tandis que l'Office

compile les données en provenance de l'UE. L'OCW a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes aux noms d'espèces de variétés de la base de données PLUTO et de l'UPOV-ROM.

Plusieurs régions du monde regroupant des membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, commencent à s'intéresser aux détails et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. Il est fréquent que l'OCW envoie des intervenants dans les colloques et séminaires techniques organisés par l'UPOV.

16.3. Contacts avec l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) est une organisation intergouvernementale qui a été créée à Lusaka (Zambie) en 1976 par un accord conclu sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'ARIPO a été créée, entre autres, pour promouvoir l'élaboration de législations de propriété intellectuelle répondant aux besoins de ses membres, pour établir des services communs et des systèmes de formation et pour assister ses membres dans l'acquisition et le développement de technologies et l'élaboration de vues communes sur la propriété intellectuelle. Cette organisation compte 18 pays membres. L'ARIPO développe actuellement un système régional pour la protection des nouvelles variétés végétales.

Martin Ekvad a participé à un atelier sur le cadre régional de l'ARIPO sur la protection des variétés végétales à Accra (Ghana) en juillet 2011, qui était organisé en coopération avec l'UPOV. Il a présenté le système régional européen de protection des variétés végétales et la coopération technique entre les États membres de l'UE à cet égard.

16.4. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), organisation intergouvernementale établie à Yaoundé (Cameroun), veille à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont fait partie la protection des obtentions végétales. Elle est, de ce fait, particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCW dans la gestion d'un système communautaire.

Le président de l'Office et le directeur général de l'OAPI ont conclu un protocole d'accord établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le système de protection du droit d'obtenteur opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans plusieurs domaines d'activité.



Martin Ekvad, président de l'OCVV, et Régine Wéré Gazaro, responsable des services des brevets et des titres dérivés de l'OAPI

Des publications sont régulièrement échangées.

Au mois de juin 2011, Martin Ekvad a participé à un séminaire organisé par l'OAPI sur la protection des variétés végétales, dans le cadre de la convention de l'UPOV qui s'est tenue à Lomé (Togo).

16.5. Autres contacts

L'OCVW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- la direction générale des ressources humaines et de la sécurité de la Commission: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget de la Commission: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne.

D'autres domaines d'activités extérieures peuvent également être mentionnés, notamment:

- les comités permanents concernés de la Commission européenne;
- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- la coordination des agences de l'UE à l'échelon de l'encadrement;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'UE;
- les réunions des délégués à la protection des données des agences de l'UE.

En outre, sur la base de l'acte de 1991 de la convention de l'UPOV et des législations pour la protection des variétés végétales de la République socialiste du Viêt Nam et de l'Union européenne, un protocole d'accord a été signé en mai 2011. Les deux parties acceptent de partager les résultats des examens techniques et les documents associés. Chaque partie reste libre de fonder une décision de protection de variétés végétales sur les rapports de l'autre partie. Si nécessaire, l'Office de protection des variétés végétales du Viêt Nam et l'OCVW peuvent échanger le matériel végétal des variétés concernées, avec l'accord du demandeur.

17. ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCVV

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 ⁽¹⁾. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 bis, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 ⁽²⁾.

L'article 33 bis comporte les éléments suivants:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique également aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2004;
- les décisions prises par l'Office concernant l'accès du public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office, de même que des informations sur ces règles, ainsi que les formulaires de demande d'accès.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Raisons du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussies)
2008	57	19 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ photo/cession non envoyée	1 (non réussie)
2009	54	28 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	2 (réussies)
2010	63	29 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	1 (non réussie)
2011	71	27 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (1 non réussie et 1 réussie)

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 245 du 29.9.2003, p. 28).

18. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

18.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité instituant la Communauté européenne. Cet article dispose en effet que les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes de l'UE.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

18.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences de l'UE, lequel doit garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le délégué à la protection des données tient un registre de toutes les opérations de traitement des données à caractère personnel au sein des institutions ou agences, fournit des informations sur les droits et obligations, propose des services et formule des recommandations. Il notifie au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques particuliers et répond aux demandes du Contrôleur.

Par décision du président du 24 avril 2009, un délégué à la protection des données de l'OCVV a été désigné pour un mandat de trois ans. En 2011, du mois de mai à la fin de l'année, un assistant du délégué à la protection des données a été engagé à temps plein pour aider l'OCVV afin d'améliorer le respect des règles de protection des données.

18.3. Visite de l'OCVV par une délégation de l'office du Contrôleur européen de la protection des données

Une délégation de trois membres de l'office du CEPD a rendu visite à l'OCVV le 15 février 2011. Cette visite était un des outils de conformité du CEPD décrits dans le document politique *Contrôler et garantir le respect du règlement (CE) n° 45/2001* adopté par le CEPD le 13 décembre 2010.

Cette visite a constitué une bonne occasion de renforcer la coopération entre l'OCW et l'office du CEPD, ainsi qu'un outil pour l'amélioration du respect du règlement. La visite s'est conclue par un important échange de vues sur les problèmes spécifiques que rencontrent les petites agences telles que l'OCW. Cette visite a également permis au CEPD de sensibiliser le personnel à la protection des données.

18.4. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV pour 2011

18.4.1. Registre des opérations de traitement des données

Le délégué à la protection des données a créé un registre des opérations de traitement des données personnelles sous la forme d'une base de données, disponible depuis l'intranet de l'OCW, sur le site intranet du délégué à la protection des données. Ce registre contient des notifications (article 25) reçues de la part des contrôleurs, ainsi que les opérations de contrôle préalable (article 27) envoyées pour avis au Contrôleur européen de la protection des données.

À la fin de 2011, ce registre contenait 50 entrées composées de 31 notifications et de 19 opérations de contrôle préalable, dont 17 ont reçu un avis du CEPD et 2 sont en attente d'un avis du CEPD (affaires 2011-1123 et 2011-1073).

18.4.2. Inventaire des opérations de traitement des données

Un inventaire a été rédigé pour la première fois par le délégué à la protection des données lorsqu'il a été nommé. Il est régulièrement mis à jour avec de nouvelles opérations de traitement au sein de l'OCW. L'inventaire contenait, à la fin de 2011, 54 opérations de traitement, dont 90 % sont finalisées dans le registre.

Dans son «Enquête 2011» mesurant le respect du règlement (CE) n° 45/2001 dans les institutions et organes européens, le CEPD s'est dit satisfait des efforts déployés par l'OCW en 2011 pour mettre en œuvre le règlement, ainsi que des résultats obtenus. En effet, au 30 septembre 2011, le degré de conformité de l'OCW était de 70 % en ce qui concerne les dispositions de l'article 25 et de 80 % en ce qui concerne les dispositions de l'article 27.

18.4.3. Recommandations thématiques du Contrôleur européen de la protection des données

Le CEPD a adopté certaines recommandations thématiques en 2011, pour lesquelles le délégué à la protection des données a soumis sept notifications de contrôle préalable au CEPD pour les procédures de l'OCW relevant de ces recommandations.

Les notifications concernaient:

- 1) la sélection de conseillers confidentiels et une procédure informelle sur le harcèlement;
- 2) la procédure disciplinaire;
- 3) l'évaluation du personnel (procédure de certification, évaluation annuelle du personnel, travail à temps partiel, retraite anticipée).

L'OCW a également informé le CEPD de sa politique sur la surveillance vidéo. Dans la mesure où cette politique ne présente pas de risques spécifiques, elle n'a pas été notifiée au CEPD.

18.4.4. Informations fournies aux personnes concernées

Les membres du personnel de l'OCW sont informés des sujets relatifs à la protection des données par le biais du site internet du délégué à la protection des données, mis à jour régulièrement. Ce site contient les principes de la protection des données, les droits des personnes concernées, les obligations du contrôleur, le règlement, certains documents et décisions du président associés à la protection des données, des informations sur la protection des données et des déclarations de confidentialité, le registre, les formulaires pour les notifications au délégué à la protection des données et une adresse électronique de contact.

19. PROCÉDURES DE RECOURS

19.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

La Chambre de recours de l'OCVV se compose d'un président, d'un suppléant du président ainsi que de membres qualifiés.

19.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours

Le président de la Chambre de recours, M. Paul van der Kooij, a été nommé pour un mandat de cinq ans par la décision 2007/858/CE du Conseil du 17 décembre 2007 (JO L 337 du 21.12.2007, p. 105). Sa nouvelle suppléante, M^{me} Sari Haukka, a été nommée par décision du Conseil du 12 juillet 2011 (JO C 209 du 15.7.2011, p. 17). Son mandat est valable du 15 octobre 2011 au 14 octobre 2016.

19.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCVV a, lors de sa réunion du 16 février 2011, adopté la liste suivante des membres qualifiés pour la Chambre de recours pour une période de cinq années à compter du 23 février 2011 (21 membres ont été nommés mais un membre a démissionné le 24 novembre 2011).

Liste des membres qualifiés pour la période 2011-2016

- | | |
|-------------------------------------|---|
| 1. Barendrecht, Cornelis Joost | 11. Köller, Michaël |
| 2. Bianchi, Pier Giacomo | 12. Pinheiro de Carvalho, Miguel Angelo |
| 3. Bianchi, Richard | 13. Reheul, Dirk |
| 4. Boenisch, Beatrix | 14. Riechenberg, Kurt |
| 5. Brand, Richard | 15. Roberts, Timothy Wace |
| 6. Csurös, Zoltán | 16. Scott, Elizabeth |
| 7. Fikkert, Krieno Adriaan | 17. Ullrich, Hanns |
| 8. Ghijsen, Huibert Cornelis Helmer | 18. Van Marrewijk, Nicolaas Petrus Antonius |
| 9. Guiard, Joël | 19. Van Overwalle, Geertrui |
| 10. Johnson, Helen | 20. Van Wijk, Arnold Jan Piet |

19.2. Décisions de la Chambre de recours en 2011

La Chambre de recours s'est réunie une fois en 2011 et a pris quatre décisions sur les recours A001/2010, A005/2010, A006/2010 et A007/2010 le 18 février 2011.

19.2.1. Recours A001/2010 — «Sunrise», A005/2010 — «Coral» et A006/2010 — «Candy Cane»

En septembre 2006, Plant Marketing International Ltd (PMI), représentant l'obteneur Lyder Enterprises Ltd (Lyder), a introduit une demande auprès de l'OCW pour trois variétés différentes de *Cordyline australis* (les variétés *Cordyline*).

Pour prouver que Lyder était détenteur des droits des variétés, PMI a dévoilé un acte de cession (ci-après «l'acte») daté du 10 octobre 2002 entre Lyder et Duncan & Davies Contracting Ltd (DDC), qui, selon Lyder, avait transféré les droits. L'acte présentait un «accord de micropropagation et de production» (ci-après «l'accord») entre DDC et une autre entreprise, Torbay Palm Farm International Ltd (Torbay). En outre, Lyder a invoqué deux autres arguments pour justifier la propriété des droits: i) la société possédait 500 actions de DDC et ii) Torbay avait unilatéralement cédé les droits. Le demandeur a soumis une série d'attestations pour étayer ses arguments.

En janvier 2008, Liner Plants NZ (1993) Ltd (Liner) a fait objection à l'attribution des droits pour chacune des variétés *Cordyline*. Liner a indiqué que Lyder n'était pas l'obteneur et a affirmé détenir les droits sur les variétés, les ayant acquis par le biais d'une transaction entre une de ses filiales et le liquidateur de Duncan & Davies New Zealand Ltd (DDNZ), le détenteur des anciens actifs de DDC.

Le 7 décembre 2009, l'OCW a rejeté la demande pour les trois variétés *Cordyline*, indiquant que la chaîne des droits en vertu de l'article 11 du règlement de base n'avait pas été respectée.

Le 6 janvier 2010, l'OCW a publié un rectificatif, amendant une erreur de transcription dans sa décision précédente: au lieu de «Article 11», il avait été indiqué «Article 12» par erreur.

Le 24 décembre 2009, Lyder a informé l'OCW de son intention de faire appel et, le 23 avril 2010, il a soumis les motifs de recours.

Lyder a affirmé être le seul successeur des droits des variétés, car lesdits droits avaient été attribués à Lyder en vertu de l'acte, qui était valable et contraignant, avant la liquidation des actifs de DDC.

Liner s'est opposé aux arguments de Lyder et a affirmé que l'acte ne constituait pas un transfert de propriété mais qu'il autorisait simplement Lyder à retirer des avantages monétaires dans le cadre de l'accord entre DDC et Torbay. En conséquence, les droits étaient restés la propriété de DDC jusqu'à sa liquidation.

L'OCW s'est rangé aux arguments de Liner, indiquant que l'acte n'impliquait pas un transfert des droits de DDC à Lyder, dans la mesure où il stipulait que le matériel couvert par l'accord resterait la propriété de DDC.

Décision de la Chambre de recours

1. Recevabilité: la Chambre de recours a estimé que le recours était admissible, indiquant que le rectificatif du 6 janvier 2010 avait octroyé un nouveau délai pour le dépôt de la déclaration des motifs de recours. La Chambre d'appel a considéré que l'erreur de transcription de l'OCW avait eu des conséquences substantielles (dans la mesure où le rectificatif indiquait que la base juridique de la décision était l'article 12 au lieu de l'article 11) et pouvait induire le demandeur en erreur quant à la raison de la décision, affectant ses intérêts. En conséquence, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal (affaire C-325/91, *France/Commission*, Rec. 1993, p. I-3283; affaire T-64/89, *Automec/Commission*, Rec. 1990, p. II-367; affaire T-3/93, *Air France/Commission*, Rec. 1994, p. II-121), le rectificatif lui-même était une décision susceptible d'un recours juridictionnel et devait avoir son propre délai pour l'introduction d'un recours. La Chambre de recours a donc indiqué que l'exposé des motifs du demandeur avait été déposé à temps.

2. Sur le fond: la Chambre de recours a examiné l'article 1.1 de l'acte, qui indiquait que tous les droits, intérêts et avantages prévus par l'accord seraient transférés à Lyder, et a cherché à clarifier si cela comprenait également le matériel mère ou simplement les autres droits. La Chambre de recours a découvert qu'aucun droit de propriété sur la variété n'était transféré, dans la mesure où l'article 1.1 de l'acte devait être interprété en association avec l'accord, dont l'article 6.1 excluait la propriété du matériel mère de son champ d'application. Selon la Chambre de recours, l'accord portait uniquement sur une relation pour exploiter la production des volumes de matériel végétal mais pas sur les droits de la variété végétale eux-mêmes.

En outre, la Chambre de recours a examiné deux autres mécanismes invoqués par Lyder au cours de la procédure pour justifier un transfert de propriété.

Premièrement, la Chambre de recours a évalué les implications de la déclaration de fiducie, indiquant qu'il ne pouvait pas être établi, à partir de ce document, que Lyner ait été un actionnaire important de DDC et que même le fait de détenir une majorité des actions de DDC n'impliquait en aucun cas la propriété de ses actifs.

Deuxièmement, la Chambre de recours a indiqué que la cession de droits de Torbay n'avait aucun effet dans la mesure où Torbay n'avait jamais été propriétaire des variétés répertoriées dans l'accord.

Par conséquent, la Chambre de recours a décidé que Lyder n'était pas encore propriétaire des variétés au moment du dépôt de la demande. La chaîne des droits en vertu de l'article 11 du règlement de base n'avait donc pas été respectée. Pour cette raison, la décision de l'OCW de rejeter la demande était légale.

La Chambre de recours a également rejeté les attestations fournies comme preuve, indiquant qu'il ne s'agissait pas de déclarations sous serment au sens de l'article 78, paragraphe g), du règlement de base et que leur valeur probante était limitée.

La Chambre de recours a rejeté le recours et a ordonné à Lyder de supporter les coûts.

19.2.2. Recours A007/2010 — «Southern Splendour»

En septembre 2006, Plant Marketing International Ltd (PMI), représentant l'obteneur Lyder Enterprises Ltd (Lyder), a introduit une demande auprès de l'OCW pour une variété de *Cordyline australis* (la variété *Cordyline*).

Pour prouver que Lyder était détenteur des droits de la variété, PMI a produit un «acte de cession» (ci-après «l'acte») daté du 10 octobre 2002 entre Lyder et Duncan & Davies Contracting Ltd (DDC), qui, selon Lyder, avait transféré les droits. L'acte était relatif à un «accord de micropropagation et de production» (ci-après «l'accord») entre DDC et une autre entreprise, Torbay Palm Farm International Ltd (Torbay). En outre, le demandeur a invoqué deux autres arguments pour justifier que Lyder était propriétaire des droits: i) la société possédait 500 actions de DDC et ii) Torbay avait unilatéralement cédé les droits. Le demandeur a soumis une série d'attestations pour étayer ses arguments.

En outre, sur injonction de l'Office, Lyder a soumis la preuve que la variété *Cordyline* était une nouvelle variété. Il a indiqué qu'aucune vente n'avait eu lieu, à l'exception de 4 600 mottes par un destinataire de Torbay, et qu'un accord avait été trouvé avec Torbay pour ne pas commercialiser les plantes.

En janvier 2008, Liner Plants NZ (1993) Ltd (Liner) a fait objection à l'attribution de droits pour la variété *Cordyline*. Liner a indiqué que Lyder n'était pas l'obteneur et a affirmé détenir les droits sur la variété, les ayant acquis par le biais d'une transaction entre une de ses filiales et le liquidateur de Duncan & Davies New Zealand Ltd (DDNZ), le détenteur des anciens actifs de DDC.

Le 7 décembre 2009, l'OCW a rejeté la demande pour la variété *Cordyline*, indiquant que la chaîne des droits en vertu de l'article 11 du règlement de base n'avait pas été respectée. En outre, l'Office a jugé que la variété *Cordyline* n'était pas nouvelle, au sens de l'article 10 du règlement de base.

Le 6 janvier 2010, l'OCW a publié un rectificatif, remédiant à une erreur de transcription dans sa décision précédente: au lieu de «Article 11», il avait été indiqué «Article 12» par erreur.

Le 21 janvier 2010, Lyder a informé l'OCW de son intention de faire appel et, le 23 avril 2010, il a soumis les motifs de recours.

Lyder a affirmé être le seul successeur des droits de la variété, car lesdits droits avaient été attribués à Lyder en vertu de l'acte, qui était valable et contraignant, avant la liquidation des actifs de DDC. En outre, Lyder a maintenu que la variété était nouvelle dans la mesure où aucune vente n'avait été enregistrée, à l'exception des quelques ventes marginales par un destinataire de Torbay, et que les quelques plants survivants avaient été retournés par Torbay.

Liner s'est opposé aux arguments de Lyder et a affirmé que l'acte ne constituait pas un transfert de propriété mais qu'il autorisait simplement Lyder à retirer des avantages monétaires dans le

cadre de l'accord entre DDC et Torbay. En conséquence, les droits étaient restés la propriété de DDC jusqu'à sa liquidation.

L'OCW s'est rangé aux arguments de Liner, indiquant que l'acte n'impliquait pas un transfert des droits de DDC à Lyder, dans la mesure où il stipulait que le matériel couvert par l'accord resterait la propriété de DDC. L'OCW a également contesté la nouveauté de la variété.

Décision de la Chambre de recours

1. Recevabilité: la Chambre de recours a estimé que le recours était admissible, indiquant que le rectificatif du 6 janvier 2010 avait octroyé un nouveau délai pour le dépôt de la déclaration des motifs de recours. La Chambre d'appel a considéré que l'erreur de transcription de l'OCW avait eu des conséquences substantielles (dans la mesure où le rectificatif indiquait que la base juridique de la décision était l'article 12 au lieu de l'article 11) et pouvait induire le demandeur en erreur quant à la raison de la décision, affectant ses intérêts. En conséquence, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal (affaire C-325/91, *République française/Commission*, Rec. 1993, p. I-3283; affaire T-64/89, *Automec/Commission*, Rec. 1990, p. II-367; affaire T-3/93, *Air France/Commission*, Rec. 1994, p. II-121), le rectificatif lui-même était une décision susceptible d'un recours juridictionnel et devait avoir son propre délai pour l'introduction d'un recours. La Chambre de recours a donc indiqué que la déclaration des motifs du demandeur avait été déposée à temps.

2. Sur le fond: la Chambre de recours a examiné l'article 1.1 de l'acte, qui indiquait que tous les droits, intérêts et avantages prévus par l'accord seraient transférés à Lyder et a cherché à clarifier si cela comprenait également le matériel mère ou simplement les autres droits. La Chambre de recours a découvert qu'aucun droit de propriété sur la variété n'était transféré, dans la mesure où l'article 1.1 de l'acte devait être interprété en association avec l'accord, dont l'article 6.1 excluait la propriété du matériel mère de son champ d'application. Selon la Chambre de recours, l'accord portait uniquement sur une relation pour exploiter la production des volumes de matériel végétal mais pas sur les droits de la variété végétale proprement dits.

En outre, la Chambre de recours a examiné deux autres mécanismes invoqués par Lyder au cours de la procédure pour justifier un transfert de propriété.

Premièrement, la Chambre de recours a évalué les implications de la déclaration de fiducie, indiquant qu'il ne pouvait pas être établi, à partir de ce document, que Lyner avait été un actionnaire important de DDC et que même le fait de détenir une majorité des actions de DDC n'impliquait en aucun cas la propriété de ses actifs.

Deuxièmement, la Chambre de recours a indiqué que la cession de droits de Torbay n'avait aucun effet dans la mesure où Torbay n'avait jamais été propriétaire des variétés répertoriées dans l'accord.

La Chambre de recours a également rejeté les attestations fournies comme preuve, indiquant qu'il ne s'agissait pas de déclarations sous serment au sens de l'article 78, paragraphe g), du règlement de base et que leur valeur probante était limitée.

Par conséquent, la Chambre de recours a décidé que Lyder n'était pas encore propriétaire des variétés au moment du dépôt de la demande. La chaîne des droits en vertu de l'article 11 du règlement de base n'avait donc pas été respectée. Pour cette raison, la décision de l'OCW de rejeter la demande était légale.

Enfin, la Chambre a considéré que, eu égard aux considérations évoquées ci-dessus, l'évaluation de la nouveauté de la variété n'était pas nécessaire.

La Chambre de recours a rejeté le recours et a ordonné au demandeur de supporter les coûts.

19.3. Pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2011

Conformément à l'article 73 du règlement (CE) n° 2100/94, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne.

19.3.1. Pourvois formés en 2011

Un pourvoi n° T-367/11 a été formé devant le Tribunal de l'Union européenne le 4 juillet 2011 contre la décision de la Chambre de recours du 18 février 2011 dans le recours A007/2010 pour «Southern Splendour».

Aucun autre pourvoi n'a été formé devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2011.

19.3.2. Arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne en 2011

Aucun nouvel arrêt n'a été rendu par le Tribunal de l'Union européenne en 2011.

19.3.3. Situation des pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne

N° du dossier devant le Tribunal	N° de la décision de la Chambre de recours contestée	Dénomination de la variété	Date de l'arrêt du Tribunal	Date du pourvoi devant la Cour de justice	N° du dossier devant la Cour de justice	Date de l'arrêt de la Cour de justice
T-95/06	A001/2005	Nadorcott	21.1.2008	N/A	N/A	N/A
T-187/06	A003/2004	Sumcol 01	19.11.2008	29.1.2009	C-38/09 P	15.4.2010
T-133/08	A007/2007	Lemon Symphony	En suspens			
T-134/08	A006/2007	Lemon Symphony	En suspens			
T-135/08	A003/2007 et A004/2007	Gala Schnitzer	13.9.2010	17.11.2010	C-534/10 P	En suspens
T-177/08	A005/2007	Sumcol 01	En suspens			
T-242/09	A010/2007	Lemon Symphony	En suspens			
T-367/11	A007/2010	Southern Splendour	En suspens			

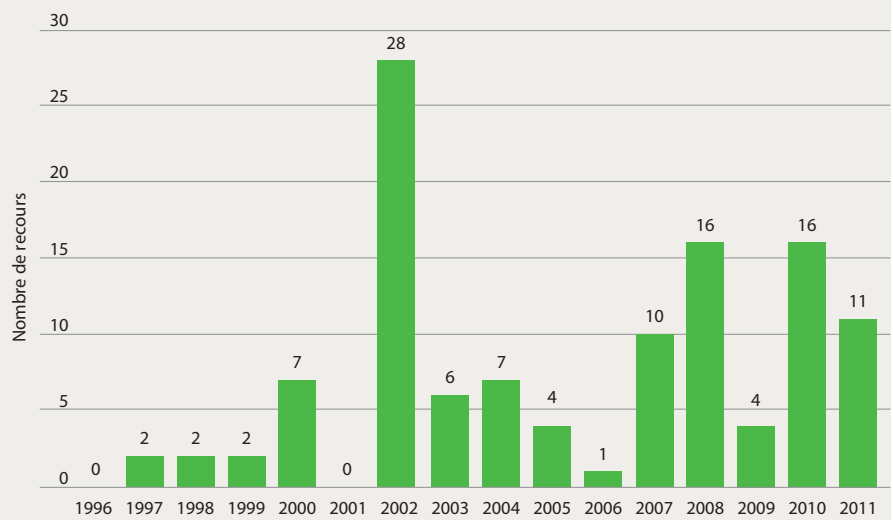
19.4. Recours reçus par l'OCVV et décisions prises par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)

19.4.1. Nombre de recours introduits par an entre 1996 et 2011

116 recours ont été introduits auprès de l'OCVV depuis sa création. Ils se répartissent de la façon suivante:

Graphique 22

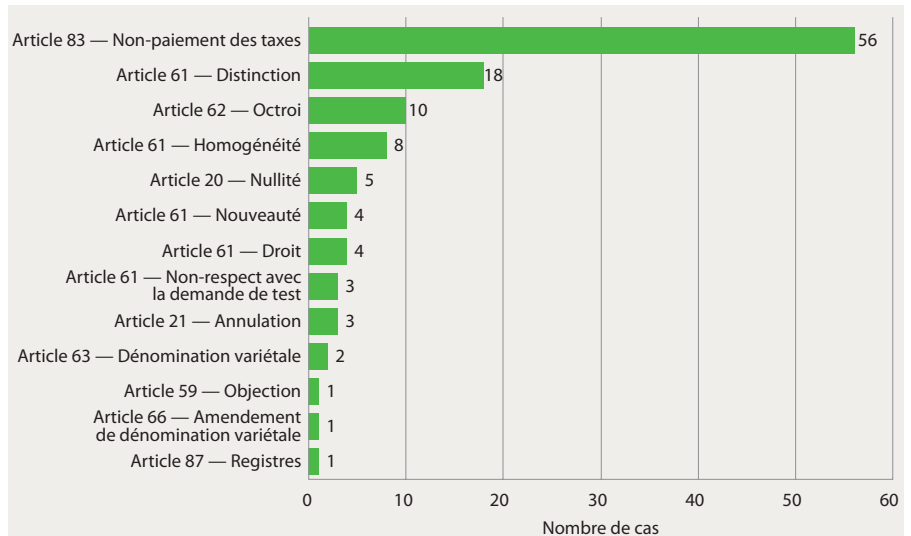
Nombre de recours introduits chaque année auprès de l'OCVV depuis 1996



19.4.2. Base juridique des recours introduits depuis 1996 [avec référence au règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil]

Graphique 23

Base juridique des recours introduits chaque année auprès de l'OCVV depuis 1996

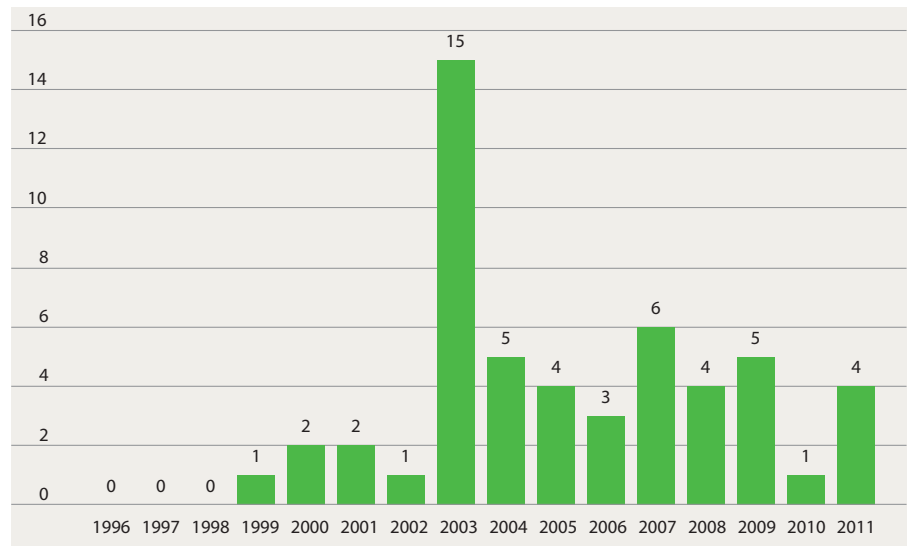


19.4.3. Décisions de la Chambre de recours de l'OCVV par année

Au total, 53 décisions ont été rendues par la Chambre de recours de l'OCVV depuis 1996. Elles se répartissent de la façon suivante:

Graphique 24

Nombre de décisions de la Chambre de recours par année depuis 1996



Les références des décisions prises par la Chambre de recours sont données dans le tableau suivant.

Année	Numéro du recours et date de la décision de la Chambre de recours
1999	A002/1998 du 14.9.1999
2000	A001/1999 du 25.1.2000 A002/1999 du 19.5.2000
2001	A002/2000 du 27.3.2001 A004/2000 du 6.12.2001
2002	A005/2000 du 28.5.2002
2003	A005/2002 du 2.4.2003 A001/2002, A002/2002 et A003/2002 du 1.4.2003 A018/2002 du 14.5.2003 A008/2002, A009/2002, A010/2002, A011/2002, A012/2002 et A013/2002 du 15.5.2003 A017/2002 du 3.4.2003 A023/2002 du 8.10.2003 A031/2002 du 8.12.2003 A021/2002 du 9.12.2003
2004	A003/2003 et A004/2003 du 4.6.2004 A005/2003 et A006/2003 du 28.9.2004 A001/2004 du 16.12.2004

Année	Numéro du recours et date de la décision de la Chambre de recours
2005	A006/2004 du 15.6.2005 A005/2004 du 16.6.2005 A004/2004 du 18.7.2005 A001/2005 du 8.11.2005
2006	A003/2004 du 2.5.2006 A004/2005 du 13.10.2006 A007/2005 du 7.7.2006
2007	A001/2007 du 11.9.2007 A003/2007 et A004/2007 du 21.11.2007 A005/2007, A006/2007 et A007/2007 du 4.12.2007
2008	A011/2007 du 9.9.2008 A009/2008 du 2.12.2008 A001/2008 et A002/2008 du 4.12.2008
2009	A010/2007 du 23.1.2009 A004/2008 et A005/2008 du 21.4.2009 A010/2008 et A011/2008 du 8.10.2009
2010	A018/2008 du 15.3.2010
2011	A001/2010, A005/2010, A006/2010 et A007/2010 du 18.2.2011

Les décisions détaillées de la Chambre de recours sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence PVR du site internet de l'OCV.

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2011

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne

2012 — 90 p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-9152-145-6

doi:10.2803/1147

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- auprès des représentations ou des délégations de l'Union européenne.
Vous pouvez obtenir leurs coordonnées en consultant le site <http://ec.europa.eu>
ou par télécopieur au numéro +352 2929-42758.

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Abonnements facturés (par exemple séries annuelles du *Journal officiel de l'Union européenne*, recueils de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne):

- auprès des bureaux de vente de l'Office des publications de l'Union européenne
(http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm).



OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

3 boulevard Maréchal Foch • BP 10121
49101 Angers Cedex 02 • France
Tél. +33 241256400 • Fax +33 241256410
cpvo@cpvo.europa.eu • www.cpvo.europa.eu

Служба на Общността за сортовете растения

Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales

Odrůdový úřad Společenství

EF-Sortsmyndigheden

Gemeinschaftliches Sortenamt

Ühenduse Sordiamet

Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών

Community Plant Variety Office

Office communautaire des variétés végétales

Ufficio comunitario delle varietà vegetali

Kopienas Augu šķirņu birojs

Bendrijos augalų veislių tarnyba

Közösségi Növényfajtá-hivatal

L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti

Communautair Bureau voor plantenrassen

Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian

Instituto Comunitário das Variedades Vegetais

Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante

Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín

Urad Skupnosti za rastlinske sorte

Yhteisön kasvilajikevirasto

Gemenskapens växtsortsmyndighet



Office des publications

ISBN 978-92-9152-145-6



9 789291 521456